

MUST READ COLLECTION

. UE/Etats-Unis : sixième round de négociations commerciales prévu pour le 14 juillet à Bruxelles

La Commission européenne organisera une sixième série de pourparlers entre l'Union européenne et les États-Unis sur le partenariat transatlantique sur le commerce et l'investissement (TTIP), à Bruxelles entre les 14 et 18 juillet prochain, a annoncé la Commission européenne.

Selon une déclaration officielle de l'UE, au cours de ce round de négociations commerciales, les négociateurs poursuivront leurs discussions sur des questions concernant le commerce des biens et services, les marchés publics, la protection de l'environnement et les droits du travail, l'énergie et les matières premières, ainsi que les opportunités pour les petites et moyennes entreprises (PME).

http://french.china.org.cn/foreign/txt/2014-06/19/content_32707144.htm

. CETA, for Canada-EU Trade Agreement

CETA (Canada-EU Trade Agreement) is a far-reaching trade agreement in negotiation since 2009 between Canada and the European Union. In October 2013 an "agreement in principle" was reached and it is currently in a process of ratification.

Only a few days after the rejection by the European Parliament of ACTA, leaks of the CETA's chapter dedicated to the protection of intellectual property were published, which **echoes word for word the worst parts of ACTA**, as criminal sanctions and repressive copyright clauses. Also, most analysts see in CETA a rewriting of the OMPI and APIC (OMC) treaties.

Once again, this time through CETA, the European Commission is trying to bypass the democratic process in order to impose repressive measures already rejected by citizens and the European Parliament. **Like ACTA, CETA is a major threat to freedom of online expression and creates legal uncertainty for Internet actors.**

<https://www.laquadrature.net/en/CETA>

. **CETA, pour Canada-EU Trade Agreement, en français Accord Économique et Commercial Global (AÉCG)** est un vaste accord commercial négocié depuis 2009 entre le Canada et l'Union européenne. Actuellement en phase de finalisation, il reste d'être approuvé par le Conseil et le Parlement.

Quelques jours seulement après le rejet de l'ACTA au Parlement européen, une version fuitée du chapitre consacré à la protection de la propriété intellectuelle de CETA a été publiée, et **reproduisait mot pour mot les pires passages d'ACTA** relatifs aux sanctions pénales et aux dispositions répressives en matière de droit d'auteur. De nombreux analystes voient également dans CETA une réécriture des traités OMPI et ADPIC (OMC).

Une fois encore, cette fois à travers CETA, la Commission européenne tenter de contourner les institutions démocratiques et d'imposer les mesures répressives déjà rejetées par les citoyens et le Parlement européen. **À l'instar d'ACTA, CETA représente une menace majeure pour la liberté d'expression en ligne et est porteur d'insécurité juridique pour les acteurs de l'Internet.**

<https://www.laquadrature.net/fr/CETA>

. Où t'es TTIP?

Dans le cadre de la campagne qui débute, un certain nombre de candidats à commencer par Marine Le Pen semblent vouloir faire du virtuel accord de libre-échange un argument de campagne dont ils seraient les seuls à s'être emparé.

Revenons à la réalité : le 23 mai 2013, le Parlement européen a adopté une résolution en faveur d'un mandat pour négocier un accord de libre échange entre l'Union européenne et les Etats Unis. Adopté à 460 voix contre 105 avec 28 abstentions, le mandat donné a été d'une faiblesse inadmissible. Seule la mobilisation des artistes contre l'exception culturelle a été entendue. Rien en revanche des craintes exprimées par le monde agricole, sanitaire, environnemental. Et c'est bien dommage!

Pour les députés français, le vote était plus contrasté que pour l'ensemble des députés européens: 9 députés absents (4 EELV, 2S&D, 1EFD, 2PPE), 1 PPE n'a pas voté, 13 se sont abstenus (les 5 Modem et 8 S&D), 26 ont voté contre (12 EELV, 5GUE, 3 NI, 3 S&D, 2 PPE -qui ont corrigé leur vote et ont exprimé le fait d'être pour- 1 CAP21) et 25 PPE ont voté en sa faveur. Marine Le Pen n'est donc pas la seule à s'être opposée.

La Commission européenne a donc un mandat de négociation du Parlement européen et le Conseil en a fait de même de son côté. Une équipe de négociation a été mise en place pour mener à bien ce projet sous la tutelle du très libéral et atlantiste Karel de Gucht (suspecté dans son pays d'une fraude fiscale de 1,2 million d'euro). Huit députés (un par groupe politique) sont associés à la négociation. Il est normal que dans ce type de négociation, il y ait une certaine part de confidentialité dans les tractations. En revanche, il est intolérable que le texte signé avec le Canada ne le soit pas. C'est d'autant plus grave que c'est le vrai sujet, qu'il est urgent et que la clause inacceptable sur le non recours aux juridictions nationales y figure.

S'agissant du TIPP, les pourparlers ont commencé en juillet 2013 et à ce jour, trois cycles de négociations ont eu lieu entre les États-Unis et l'UE. Le 4e tour aura lieu ce mois-ci. Des différends commerciaux avec les Etats Unis nous en avons eu, qu'ils soient entre Boeing et Airbus, les règles des services maritimes et portuaires ou sur le système ETS dans l'aviation. Ces négociations interviennent dans une période où, sur le plan mondial, le cycle de Doha est à l'arrêt et où des pays s'entendent de manière bilatérale.

Ce traité, s'il venait à être conclu, devrait être ratifié par le Congrès américain et par le Conseil et le Parlement européen (Traité de Lisbonne), donnant à la fois aux États membres et aux eurodéputés leur mot à dire dans le résultat final. Mais au-delà, il y a de très nombreux problèmes politiques. Le cadre des négociations est plus large que les compétences de l'Union et touche les compétences partagées avec les Etats. La logique veut donc que chacun des Etats membres doive ratifier l'accord sans amendements au risque de faire capoter l'accord. De leur côté les Etats-Unis sont face à la même problématique.

Interviennent dans ces dossiers des compétences fédérales mais aussi des compétences propres aux Etats. De même, la Constitution étatsunienne garantit l'indépendance, les pouvoirs et les compétences des agences fédérales (notamment la FDA). De surcroît, le Congrès américain refuse un accord en bloc et souhaite pouvoir déposer des amendements sur le texte, le vouant à un échec assuré.

Un autre problème commence à apparaître comme le caractère contraignant des tribunaux arbitraux (ISDS) qui passe au-delà du droit commun pour dévier vers une justice privée. Le problème était déjà apparu avec les décisions de l'organe de gestion des différends de l'OMC. Mais il s'agissait encore d'un organe international. Or, là, à l'évidence, nos grands libéraux veulent aller très au-delà ce type de décision. Il est intéressant de voir que certains Etats aient demandé plus de précisions sur le sujet (ils devraient aussi demander le financement de ce type d'organe) retardant d'autant les négociations. La jurisprudence Acta fait tellement peur à la Commission européenne qu'elle lance 3 mois de débat afin de désarmer la controverse. Cerise sur le gâteau: le projet reprendrait quasiment intégralement un texte que le Parlement européen a refusé, en l'occurrence l'Acta, ce qui est inacceptable.

Conclusion: et si le TIPP n'était qu'un leurre pour faire passer le traité de libre échange avec le Canada (mars 2013); si ce traité était signé, grâce à l'Alena, les Etats Unis bénéficieraient des avantages du traité sans pour autant que l'accord UE/Canada soit réellement débattu dans la société.

Corinne Lepage
Députée européenne Cap21, ancienne ministre de l'Environnement sous Chirac
http://www.huffingtonpost.fr/corinne-lepage/ttip-europe_b_4932752.html

. TTIP and democracy - where is the problem?

The planned Transatlantic Trade and Investment Partnership (TTIP) between the European Union and the US has an enormous economic and democratic-political dimension. The world's two biggest trading blocks account for around a third of total global trade. US companies are the major foreign investors in the EU and the US is the major target country for foreign investments coming from EU countries. The free trade agreement would create binding rules for all state levels (EU, member states, in Germany also the federal states and municipalities) and would affect around 820 million citizens. It would include broad areas of trade policy - such as services, public procurement, farming and technical trade barriers - as well as regulations for the protection of investments and intellectual property.

The public debate has focused especially on the possible effect of the agreement on European standards of consumer protection. There are fears that European markets would be forced to accept chlorinated chickens, GMOs, hormone meat and other products not currently permitted in Europe. But these issues are not the main concern of Mehr Demokratie. Nor do we take a position on the economic and trade aspects of the agreement. This paper is not to be understood as a rejection of free trade. Our concerns are based on our view that the agreement presents considerable problems for democracy and the rule of law which we analyse in detail below.

Transparency

The entire negotiation process is extraordinarily non-transparent. Negotiation documents, proposals from both sides, accompanying material, discussion agendas and other agendas exchanged in the context of the negotiations, are treated as confidential and withheld even from members of the European Parliament. Not even the mandate for the negotiations - issued by the Council, and which sets the framework for the negotiations and which is, of course, of the greatest interest to the public - has been published to date. And the names of the members of the "High Level Working Group on Jobs and Growth", which has carried out important preliminary work on the agreement, have been kept secret. When questioned, the German government replied drily: "The government has no precise information on the composition [of the group]. The European Commission has decided not to publish any further information on this matter. The EU member states simply have to accept this decision".¹

In the meantime, the Commission has responded to the charge of lack of transparency and has organised a series of public discussions on the agreement and has also published a number of position papers. In addition, the section on the protection of investments is to be discussed in a three-month long dialogue process. Firstly, however, these measures were only adopted after pressure from civil society had been continually increasing and critical media reports were piling up. Secondly, all the negotiation texts remain unpublished. It seems clear that the agreement is meant to be shielded from the public gaze.

Regulatory cooperation - business (lobby) as co-author of the legislation

The texts of the TTIP agreement are believed to contain regulatory provisions that are extremely worrying from the point of view of democracy. The details are of course secret, but some elements have been leaked - such as proposals for a "gradual implementation of compatibility in regulatory regimes". Regulatory cooperation was to be at an "ambitiously high level". This was to refer not only to existing trade barriers, but was apparently meant to indicate that the way laws and regulations affecting the conditions for trade and investment on both sides of the Atlantic were passed would in future be changed. Whilst the draft negotiation mandate is written in extremely vague 'officialese'², US and EU lobby groups - such as the American Chamber of Commerce and Business Europe - don't pull any punches: "Interest groups and regulators would sit together at a table to write laws".³

Even if there were no changes to the legislative procedures in the EU and the US, there would nonetheless be a risk that democratically non-legitimate interest groups would, on a regular and semi-official basis, be brought into the legislative process at an early stage. Anyone who is there at the start naturally has the best opportunity to influence certain processes in their own interests - or even to prevent them from happening.

Investor-to-state dispute settlement mechanism gives special rights of appeal for big business

One of the most crucial and most widely discussed components of the agreement is the section on investment protection with the proposed Investor-to-State Dispute Settlement mechanism (ISDS), which already exists in many other agreements. It would grant foreign investors far-reaching protection rights - protecting them from 'unjustified' treatment, discrimination, limits on capital transfers, and direct and indirect expropriation. Originally introduced for states with an inadequate rule of law, the arbitration procedures are not subject to national jurisprudence. As a rule, three arbitrators nominated by the parties to the dispute reach binding and enforceable judgements in private proceedings. No appeals are possible. The claims are always for monetary compensation which can amount to billions - and which are paid by the state from public taxes. These agreements contain no right of appeal for states against investors.⁴

In recent years, ISDS processes have experienced a real boom. By the end of 2012 there had been 514 such cases - though the lack of transparency of the procedures means that this is merely an estimate.⁵ The appellants win in around 30 percent of all cases; a compromise is reached in another 30 percent; and

in the remaining 40 percent of cases the state against which the appeal has been made wins.⁶ This means that in 60 percent or more of cases, the defendant (i.e. the state) loses, either in whole or in part. Germany now finds itself in the cross-hairs of the ISDS: the Swedish energy giant Vattenfall is appealing against Germany's decision to pull out of nuclear energy and against what it claims are excessively high environmental quality standards being imposed on its construction of a coal-fired power plant in Hamburg-Moorburg.⁷ In most cases, however, ISDS is used by American or EU companies against developing and emerging nations. Thus, for example, Mexico, after the entry into force of the NAFTA agreement⁸, and Argentina as a result of its response to the financial crisis, were frequent targets of ISDS processes. Argentina alone is reputed to have paid out a billion US dollars. Investment arbitration is also being brought into the world of financial speculation: speculative financiers are funding disputes on the promise of a share of any future payout, whether full compensation or a compromise settlement.

Centralisation of EU investment policy

With the Lisbon Treaty, foreign investments (as well as many other policy areas) were placed under the sole competence of the EU. Only in Ireland was there a referendum on the treaty. They now constitute part of the general agreement on tariffs and trade, which has been within the exclusive competence of the EU for some time already. This means that the TTIP negotiations are carried out and concluded exclusively by the EU institutions. There is no requirement for their conclusions to be ratified by the member states and/or their parliaments - unless it relates to a so-called "mixed agreement" (cf. below). After the EU-Canada free trade agreement (CETA), the TTIP agreement is the first major instance of the application of European investment policy. Particularly in view of the lack of public interest in such matters - as evidenced by the results of the EU elections - the agreement of the European Parliament cannot compensate for the loss of influence of 28 national parliaments and a critical civil society.

Who ultimately decides?

Incredibly, it still remains unclear as to who ultimately decides on the agreement. The EU possesses the right of negotiation in the area of trade and investment policy. This applies both to matters which lie within the competence of the EU itself and to areas on which the member states decide. Where it concerns matters which are solely within the competence of the EU, approval by the Council and the European Parliament suffices. But if national competences are also involved, then it is termed a "mixed agreement", which the member states must ratify. Currently, the area of portfolio investments remains within the sovereign powers of the member states. But according to the draft negotiating mandate, the TTIP negotiations will also cover these two points.⁹ It is no surprise, therefore, that the German federal government is working on the basis of a "mixed agreement" and ratification by the member states.¹⁰ However, the EU Commission refers solely to ratification by the Council and the EP.¹¹ When asked, the explanation is given that no answer to this question can yet be provided, since there is as yet no formal text of the agreement. But this response has enormous consequences. If we are talking about a mixed agreement, there would have to be debates and decisions in more than two dozen national parliaments. There would then be an entirely different public perception of the issue. In some countries there could even be national citizens' initiatives and referendums on the agreement - whereas so far the national parliaments have been even less involved than the European Parliament.

Weak role of the parliaments

In seeking to remove doubts about the democratic legitimacy of the TTIP agreement, the European Commission refers repeatedly to the requirement for the agreement to be approved by the European Parliament. But if one looks more closely at the decisionmaking process of international agreements, it becomes clear that one cannot speak of an effective parliamentary control - despite the proviso of parliamentary approval. The reason is that international agreements in the area of trade and investment are reached in a multi-step process, in which the Parliament only becomes involved at the very end - when amendments are no longer possible. It is the Commission which launches the negotiation process through a recommendation to the Council. The latter then agrees a negotiating mandate. Based on this mandate - which can be amended by the Council - it is the Commission which then deals exclusively with the representatives of the US. It also engages a special committee appointed by the Council. And it is ultimately the Council which decides on the conclusion of the agreement. The Parliament can only say "Yea" or "Nay" to a finished agreement; it cannot make changes to it. There is then enormous pressure on the MEPs to approve the agreement. The real sovereign power over the negotiation process is thus owned by the Commission and the Council.

Things are actually different in the US. Negotiated agreements can be amended by Congress and there is sufficient time to debate such agreements. Changes agreed by Congress would then lead to supplementary negotiations. In one current draft law case, certain members of Congress have been allowed to be present at the negotiations.¹² Of course, this is a considerable nuisance for whoever happens to be president at the time, so Congress often sets up a "fast track" legislative process within which Congress can only vote to accept or reject the bill in total - and has only 90 days in which to do so. To date, President Obama has been granted no fast-track authorisation for the TTIP. This is likely to be difficult in any case in view of the approach of the November 2014 elections. Even friends of the party are being cautious.

Lobbyism

The influence of interest and lobby group on political decision-making processes is in general a big problem in representative democracy. The problem is even more acute at the EU level, as the legislative process is in any case already heavily weighted in favour of the executive and there are as yet only the beginnings of a critical European public. 13 The influence of large companies and their lobby groups became apparent especially during the crucial preparatory phase of the agreement. Between January 2012 and April 2013, the EU Commission met business lobbyists behind closed doors on 119 occasions; meeting with trade unions and consumer protection organisations occurred only 11 times. These figures come from a list which the EU Commission itself published in response to a query by the Corporate Europe Observatory - an NGO critical of lobbying.¹⁴ The figures are in stark contrast to a Commission mantram that it is in dialogue with all relevant bodies. The role of the Bertelsmann Foundation is also interesting. On the one hand, it has commissioned a study which was to list the supposed economic benefits of TTIP. At the same time, it is being paid by the EU Commission to promote the agreement.¹⁵

Factual irreversibility

Once they have been agreed, international agreements in general - and free trade agreements in particular - are virtually irreversible. Unless otherwise agreed, amendments can only be made with the consent of all the partners to the agreement. The eventual successful entry into force of an agreement represents the conclusion of years of often arduous negotiations. The negotiating parties are normally extremely reluctant to endanger their "success". In addition, representatives of lobby groups pay especial attention to ensuring that provisions and rulings favourable to them and their clients are not altered or undermined. It is even more difficult to abrogate international treaties. There is nothing at all on this subject in the EU Treaty - with the result that either the general rules for international treaties apply, or specific provisions within the treat itself. Responsibility for abrogation would lie with the Council, at the suggestion of the Commission. The European Parliament would have to agree.¹⁶ In addition, there is the fact that investment agreements generally trigger long-term commitments. Many bilateral agreements on investment, and the draft Multilateral Agreement on Investment (MAI) - which failed in 1998 - cannot be terminated before at least 5 years have elapsed. For investments which were activated before termination, the provisions of the agreement apply for a further 15 years. In effect, therefore, the provisions apply for 20 years - a period of time within which many parliaments will have been re-elected four or five times.

But isn't the agreement good for jobs and economic growth?

Supporters of the agreement like to point to studies which claim to identify positive effects on economic growth and employment. Certain statistics, thought to make very clear for everyone the benefits the agreement will bring to Europe, appear again and again like spectres in certain media. In June 2013, for example, the magazine *Der Spiegel* announced that the TTIP agreement could generate 181,000 new jobs in Germany¹⁷ - based on the findings of a study by the Munich-based IFO Institute commissioned by the Bertelsmann Foundation¹⁸. Only a few days before the *Spiegel* article appeared, the *Frankfurter Allgemeine* newspaper reported that free trade with the US would net every European household an extra 545 Euros a year.¹⁹ However, if one takes a closer look at the (rather few) studies, they are seen to contain numerous qualifying assumptions.

To begin with, the figures apply to the so-called "liberalisation scenario". This assumes that all tariffs and import duties between the US and the EU will be abolished, as well as all non-tariff trade barriers (technical specifications, product standards etc.). This is unrealistic as trade agreements never achieve a level of total liberalisation; quite frequently, whole sectors of the economy are excluded. This happened at quite an early stage of the TTIP negotiations with the exclusion of audio-visual services. Secondly, the timeline has to be taken into account, since the promised effects would only materialise in the longer term. One study gives 2027 as the date by which all the positive effects of the agreement would have come to fruition. Another study reckons with anything from 10 to 20 years. Thus, if one takes 15 years as a realistic timeframe within which 181,000 jobs are supposed to materialise, employment in Germany would increase by roughly 12,000 jobs a year - equivalent to economic growth of only 0.028 percent per annum. The extra 545 Euro a year in ones purse or wallet are, of course, also only a long-term effect - and only apply to a four-person household. Thirdly, it is assumed that the agreement would bring about an 80 percent increase in the volume of trade between the EU and the US. This is extremely optimistic, to say the least, and relies on a simple (simplistic) adoption of similar (controversial) figures in relation to NAFTA and the EU internal market.

But even if the studies and their forecasts are correct and the agreement would bring certain positive economic effects, the question remains as to whether we think these economic benefits are worth the clear infringements on democracy and the rule of law that we have described above. *Mehr Demokratie*, at any rate, will continue to assert that the primacy of politics should not be subverted by free trade agreements.

*Dr. Michael Efler, Roman Huber
Mehr Demokratie e. V (status as of Feb 18, 2014)*

. NON, LA SIGNATURE DU TTIP N'EST PAS MOTIVÉE PAR L'INTÉRÊT DES EUROPÉENS

Attardons-nous quelques instants sur ce TTIP dont la Commission européenne prétend qu'il nous fera gagner 120 milliards d'activité économique supplémentaire. La première remarque qui vient à l'esprit, c'est « comment la facilitation d'échanges avec le marché atone de 250 millions de consommateurs américains au détriment de notre accès aux marchés multimilliardaires et en pleine expansion des émergents pourrait-elle être une bonne affaire ? » Car le problème est là : nous voyons bien que le TTIP nous coupe des Russes pour commencer, puis des BRICS[35] qui resserrent leurs liens entre eux en réaction logique aux postures agressives de l'Occident[36].

Par ailleurs, les échanges commerciaux entre les États-Unis et l'Europe bénéficient déjà depuis longtemps de très faibles barrières douanières (rarement plus de 3%)[37]. Ce n'est donc pas aux barrières tarifaires que s'attaque le TTIP mais aux protections légales, celles que l'Europe s'est construites pour protéger son marché de produits toxiques notamment. Depuis des décennies, les Européens se sont créé un marché notamment alimentaire répondant à des normes sanitaires très strictes réduisant le plus possible les OGM, les hormones, les produits chimiques en tous genres,... normes que nous nous appliquons à nous-mêmes... et bien sûr aux produits d'importation.

C'est grâce à cette normalisation que les Européens bénéficient de l'alimentation la plus contrôlée et la plus saine de la planète, que ces normes s'imposent au reste du monde, qu'elles tirent donc vers le haut pour le plus grand profit des consommateurs du monde entier, et que l'Europe s'est construit l'image justifiée d'un producteur de produits alimentaires de grande qualité s'exportant donc facilement.

L'objectif du TTIP est donc simple : abaisser le niveau de normalisation pour le rendre compatible avec celui des États-Unis... La conséquence de cette dérégulation sera de rendre les produits US accessibles à notre marché, des produits inévitablement compétitifs en termes de prix compte tenu de leur moindre qualité, qui tireront à moyen terme vers le bas la qualité de la production alimentaire européenne et feront s'effondrer leur compétitivité qualitative... on comprend mieux pourquoi les patrons d'entreprise allemands, par exemple, se sont affichés contre le TTIP dès l'origine.

Objet des attaques contre le TTIP, l'ISDS (Investor-State Dispute Settlement) donne un avantage exorbitant aux entreprises sur les États en cas de litige[38]. Côté européen, il y a encore peu de temps, on demandait à ce que cette clause soit tout simplement éliminée de l'accord mais, côté américain, il n'en était pas question. Désormais, les Européens se sont pliés et entreprennent de « convaincre » la société civile des bienfaits de l'ISDS dans le cadre d'une consultation/explication très transparente[39].

De nombreuses autres raisons mobilisent les associations de citoyens, de consommateurs et d'entrepreneurs contre le TTIP [40]. Mais selon notre équipe, une caractéristique se dégage de la description précédente qui condamne en effet ce Traité, c'est qu'il apparaît clairement comme un outil au service des exportations américaines avant toute autre chose. Obama, par ses tentatives de court-circuitage du Congrès via l'invention de mécanismes dits « fast-track » en dit en effet long sur le caractère vital de ce TTIP pour Washington, bien plus que pour l'Europe. On imagine d'ailleurs aisément les puissances à l'œuvre derrière ce Traité, au premier rang desquels l'immense Monsanto[41].

Extraits du GEAB 84 (LEAP/E2020 – 15/04/2014)*

DIE UNTERZEICHNUNG DER TTIP IST IN KEINER WEISE IM INTERESSE DER MENSCHEN IN EUROPA (GEAB 84)

Die Europäische Kommission behauptet, die TTIP würde ein Wirtschaftswachstum von 120 Milliarden generieren. Da muss man sich doch fragen, inwiefern ein Zugang zu einem Markt von 250 überwiegend überschuldeten Amerikanern mit rückläufigem Konsumverhalten für Europa ein gutes Geschäft sein soll, wenn im Gegenzug dafür der Zugang zu den um ein vielfach größeren Märkten der Schwellenländer erschwert wird. Denn da liegt doch ein ganz wichtiges Problem: Die TTIP beschneidet uns schon jetzt den freien Zugang zum russischen Markt; die Märkte der BRICS¹ werden folgen, da diese Staatengruppe angesichts der westlichen Aggressionsanfällen und Drohgebärden logischerweise noch enger den Schulterchluss suchen wird².

Im Übrigen sind die Handelsströme zwischen den USA und Europa schon seit langem nur noch mit sehr geringen Zöllen belegt (selten mehr als 3%). Ziel der TTIP ist damit nicht die Abschaffung von Zöllen, sondern von gesetzlichen Schutzstandards, die Europa sich gegeben hat, um sich insbesondere vor giftigen und gesundheitsgefährdenden Produkten zu schützen. In Jahrzehnten haben sich die Europäer insbesondere einen Lebensmittelmarkt geschaffen, der strenge Vorschriften für Hygiene und Gesundheit erlassen hat und nach Möglichkeit den Einsatz von GMO, Hormonen, Chemikalien und Antibiotika einzudämmen versucht. Wir wenden diese Vorschriften auf die in Europa produzierten Güter an und wollen selbstverständlich auch nur vergleichbare importieren und konsumieren. Dank dieser Gesetzgebung ist die Ernährung der Europäer die strengst kontrollierte und die wohl gesundeste weltweit. Die europäischen Normen gelten inzwischen weltweit als Maßstab und tragen zur Verbesserung der internationalen Standards bei. Europäische Lebensmittel genießen einen hervorragenden Ruf und können daher ohne Schwierigkeiten exportiert werden. Damit ist das Ziel des TTIP recht einfach: Die europäischen Standards sollen auf das Niveau der amerikanischen gesenkt werden. Damit könnten die amerikanischen Produkte auch in Europa verkauft werden, wo sie preislich – da von geringerer Qualität – die heimischen Produkte verdrängen könnten, bis auch die europäischen Produzenten sich den amerikanischen Standards anpassen, wodurch sie aber wieder ihre Exportchancen ruinieren würden. Da lässt sich verstehen, warum die gerade die deutschen Mittelständler sich von Anfang an gegen die TTIP positioniert haben.

Ein weiterer Knackpunkt des TTIP ist das sogenannte Investor-State Dispute Settlement, mit dem Unternehmen Staaten vor ein privates Schiedsgericht ziehen können, wenn sie vorbringen, staatliche Maßnahmen hätten den Wert ihrer Investitionen oder ihre Erwerbchancen gemindert³. Die Europäer wollten dieses Verfahren von dem Vertrag ausnehmen. Aber das haben die Amerikaner nicht zugelassen. Die europäischen Verhandlungsführer haben nachgegeben und versuchen nun, die Zivilgesellschaft in einem sehr transparenten Beteiligungs- und Erklärungsverfahren zu „überzeugen“, dass das ISDS eine ganz wunderbare Einrichtung wäre⁴.

Viele weitere Gründe mobilisieren Bürgerinitiativen, Verbraucher und Unternehmer gegen die TTIP⁵. Aber wir glauben, dass das stärkste Argument gegen den Vertrag, das ihn auch scheitern lässt, darin besteht, dass er vor allen Dingen ein Türöffner, ein Rammbock gar, für amerikanische Produkte auf dem europäischen Markt ist. Dass Obama mittels des « fast-track » - Verfahrens versucht, den TTIP am Kongress vorbei zu verabschieden, zeigt, wie wichtig dieses Vorhaben für die Amerikaner ist. Eines muss allen klar sein: Das TTIP ist ein amerikanisches Projekt und im Interesse der Amerikaner. Man braucht kein Insider der amerikanischen Lobbyarbeit zu sein, um zu wissen, wer hinter den Kulissen die Fäden zieht, beschränken uns aber darauf, hier nur den Biotech- Riesen Monsanto zu erwähnen⁶.

1 Quelle : [Deutsche Welle](#), 06/04/2014

2 Es ist wichtig, dass wir uns die Mühe machen, einmal die Perspektive der BRICS auf die europäische Außenpolitik einzunehmen. Aus dieser Sicht ist offensichtlich, dass man dem Westen nicht mehr vertrauen kann, dass die USA ultragefährlich sind und dass es damit äußerst dringend ist, sich von jeglichen Resten amerikanischen Einflusses zu emanzipieren.

3 Quelle : [Euractiv](#), 22/01/2014

4 Quelle : [Europäische Kommission](#), 27/03/2014

5 Auch das pazifische Gegenstück zur TTIP, das US- asiatische Freihandelsabkommen TTP (Trans- Pacific Trade Partnership) stößt bei den Betroffenen in Asien auf wenig Gegenliebe ... Quelle : [The Japan Times](#), 10/04/2011

6 Wie sehr Monsanto an der TTIP interessiert ist, hat sich gezeigt, als es auf Washingtoner Bitten seine intensive Lobbyarbeit in Brüssel reduzierte, da Washington fürchtete, dies könne die Verhandlungen behindern. Quelle : [CBCNews](#), 03/06/2013

NO, THE TTIP'S SIGNATURE ISN'T MOTIVATED BY EUROPEANS' INTERESTS (GEAB 84 abstracts)

Let's dwell for a moment on this TTIP from which the European Commission claims to have won us €120 billion in additional economic activity. The first thing that comes to mind is "how could the facilitation of trade with the sluggish market of 250 million American consumers at the expense of our access to the emerging countries' fast-growing multibillion Dollar markets be a good deal?" Because here is the problem: we can clearly see that the TTIP cuts us off from the Russians to begin with, then the BRICS⁷ which will strengthen the ties between them as a logical reaction to the West's aggressive posturing⁸.

Moreover, trade between the US and Europe has already long benefited from very low customs tariffs (rarely more than 3%)⁹.

So, it's not tariff barriers that the TTIP is attacking but the legal protection, those which Europe has built to protect its market from toxic products particularly. For decades Europeans have built a market, particularly in foodstuffs, meeting strict health standards reducing GMCs to a minimum, hormones, and all sorts of chemical products... standards which we apply to our own... and, of course, to imported products. It's thanks to these standards that Europeans benefit from foodstuffs which are the most controlled and healthiest on this planet, that these standards are imposed on the rest of the world, that they therefore exert an upward force for the greatest benefit of consumers throughout the world, and that Europe has built itself a justified image of a producer of high quality food products which are therefore easily exported. The TTIP objective is simple: reduce standards to make them compatible with the US... The consequence of this deregulation will be to give US products access to our market, products which are inevitably competitive in terms of price given their lower quality, which will pull the quality of European food production to the downside in the medium-term and collapse their qualitative competitiveness... we better understand why German business bosses, for example, have been against the TTIP from the outset.

In issues of attacks against the TTIP, the ISDS (Investor-State Dispute Settlement) gives a huge advantage to businesses in the States in the case of litigation¹⁰. On the European side, there is still a little time, when asked that this clause should simply be removed from the agreement but, on the American side, there is no question. From now on, the Europeans have given in and should set about "convincing" the general public of the ISDS' benefits as part of a very transparent consultation/explanation¹¹.

Many other reasons are mobilizing citizens' associations, consumers and business people against the TTIP¹². But according to our team, a feature emerges from the foregoing which, in fact, condemns this Treaty which is, that above all, it clearly appears as a tool at the service of American exports. Obama, with his attempts to short-circuit Congress with the use of « fast-track » mechanisms in fact says a lot about the TTIP's vital nature for Washington, much more than for Europe. Moreover, we can easily imagine the powers at work behind this Treaty, first and foremost the enormous Monsanto¹³.

7 Source : [Deutsche Welle](#), 06/04/2014

8 It's important to make the effort to look at the situation which we have put ourselves in from the BRICS angle. This watcher's clear conclusion is that the West is no longer reliable, that the US has become highly dangerous and that it's necessary to pull away from their remaining influence as quickly as possible.

9 Source : [ArteTV](#), 17/02/2014

10 Source : [Euractiv](#), 22/01/2014

11 Source : [Commission européenne](#), 27/03/2014

12 We note that the other major free trade treaty – the US-Asia (TTP, *Trans-Pacific Trade Partnership*) has difficulties itself to convince... Source : [The Japan Times](#), 10/04/2014

13 This organization's interests are expressed for example, when, at Washington's request, they agreed to cut back on their intensive lobbying in Brussels... so as not to risk upsetting the negotiations... Source : [CBCNews](#), 03/06/2013

. Towards an EU-Ukraine Privileged Partnership, but no EU or Nato membership

Let's talk about the next 20 years. No more, no less. This is the time of a generation. Many trends which will affect this period of time are already existing now. It is then up to us to try to identify them, to understand where they may lead; and then to choose which of the possible roads we want to build.

The last EU Summit finally clarifies the future outcome for Turkey, and therefore for the whole EU neighbourhood, as it is obviously proving that there will be no way out of a privileged partnership for Turkey as well. Leaders' summit may indeed sometimes prove the contrary of what they seem to say (for more explanation, read NewEuropeans-Magazine editorial of Monday December 20th, in French). Ukraine will definitely enter within the same category of EU partners.

The privileged partnership will be granted to countries to which the EU institutions (Council, Commission, Parliament) gives a greenlight for starting accession membership, while the EU population will refuse to give the final 'OK' for this membership. France and Austria have decided to establish referenda for future EU enlargements (after Romania, Bulgaria and Croatia); and they will be joined by at least half of EU Member States by 2010. So from 2010 on, enlargements will have to stand a 'double conditionality' test: institutions approval plus people's approval.

In the case of Turkey, the process will involve some turmoil in coming 5 years but by 2010 a smoother process will take over, managed by the generation who will de facto deal with those issues, the current 30/40 years old generation (and not our current EU leaders generation).

Concerning Ukraine, the process will be much easier, as from the very beginning EU accession will not be an option (contrarily to what some Polish leaders tend to obtain by supporting Turkish membership). As part of our neighbourhood, Ukraine will be heavily supported by the EU in order to reach both economical development and democratic governance. Such core aims will be similar for the whole 'neighbourhood ark' ranging from Moscow to Rabat.

Meanwhile, being part of our common neighbourhood with Russia, Ukraine will be, for the EU, a major component of the future EU/Russia relations. As elaborated during the GlobalEurope 2020 seminar in Warsaw, last February, such a future EU/Russia relation will give a high priority to this common neighbourhood, which psychologically belongs to both 'identity spheres': the EU one and the Russian one. The EU will be extremely strict, as demonstrated during the current Ukrainian elections crisis, regarding political evolutions in these countries: the democratic process should and will be supported. Any interference of Moscow in order to reverse this trend will generate immediate counter-action from the EU in the field of financial, economical or technological cooperation.

But, as a paramount objective of both the neighbourhood policy and the EU/Russia policy is to bring peace and stability in the region, the EU will be very keen in preventing any move which could generate legitimate security threats for one or the other player. This parameter will be very important for the EU till Russia has not chosen to enter a sustainable path towards democracy, and may therefore be subject to unpredictable evolutions.

For these reasons, in the coming two decades, the EU will not accept any enlargement to countries within this 'common neighbourhood' area; neither will it support any NATO extension into this part of the world. In terms of security, it will be up to the EU to strengthen its web of economical, political, cultural, financial, technological and military instruments in order to make peace the best choice for each regional player. Looking at the fast pace of EU Foreign and Security Policy development, this task will most probably be fulfilled in the coming 3/5 years.

By 2020/2025, it will be up to the generations leading the EU (and Ukraine, and Russia) at that very moment, to look forward for alternative ways of cooperation, if needed. In between let's build a road which leads to a better region, with democracy, prosperity and peace on the agenda.

*Autor Franck Biancheri
Monday, 20 de December de 2004*

. Georgia crisis: The End of the Americanist illusion!

The crisis inaugurated last week by Georgian president Saakachvili, now resulting in Moscow making a run for the first time since the fall of the Berlin Wall, is a major turning point. It is the first visible sign of the collapse of the "Dollar Wall" which used to protect the US might since 1945; a Wall whose perimeter had significantly grown since the fall of the « Berlin Wall » (which used to protect the ex-USSR).

The clear political mistake committed by president Saakachvili (which, far from securing him any control over dissident South Ossetia, results in Georgia's further division – as it did with Serbia and Kosovo), is not due to him alone. It is the most obvious result of a process started at the end of the 1990's whose master minds were Saakachvili's sponsors – the United States, Israel[1], the United Kingdom, and to a lesser extent the European Union. This process developed under the following features: arrogance, short-sightedness, self-persuasion, stupidity... In any event, it is certain that it led politicians such as Saakachvili and his little brothers in Ukraine and other regions of ex-USSR to believe that the wind of History (with a capital « H ») blew in their direction from then on, that their dreams could turn into reality, that the will of today's powers determined the future, that geography and history no longer mattered, that the Dollar's corrupting might - if poured in sufficient quantities - could transform reality,... But something else is now certain: today's reaction from Moscow, combined to the obvious paralysis on the part of Washington, Tel Aviv, London or Brussels, puts a sharp end to all these illusional beliefs, chanted on and on in Transatlantic and Euroasian conferences and seminars.

Saakachvili is nothing but a second-class autocrat

Far from being a bright politician, Saakachvili is a second-class autocrat, made up by Washington and Tel Aviv, who thought his destiny was a highway designed by his American, Israeli and British allies, and encouraged by the technocrats of Brussels and a bunch of politicians of the same feather in Poland, Ukraine and the Baltic states. His central mistake lied in the fact that he trusted their common illusions that Caucasus had a European vocation (to joining the EU)[2], that Georgia had a North-Atlantic vocation (to joining NATO),... while the big interest in fact at play was oil... and the only assets, the weakness of Russia and the rain of dollars poured over the region.

In Washington, Brussels, London... I crossed the road of many Saakachvili's .. in their thirties or forties, US-trained, long-teethed wolves fascinated by politics to make a carrier, ready to « make History » as long as History is flexible and obedient. Disregarding signals sent out by many continental Europeans that their dreams were disconnected from any reality, they relied on promises made by the Americanists, those architects of the myth of an irresistible West and of an ever-expanding EU. But, as we say in French, « the advisers are not the payers »... as the new Member-States already realised when London (their greatest sponsor into the EU) refused to pay for their accession.

Russia is back as a geopolitical player on all its borders

However the Georgian crisis largely overlaps the case of Caucasus and its various local Washingtonian puppets. Indeed, Moscow's reaction confirms the fact that Russia is back as a geopolitical player on all its borders. For the first time since 1989, a « Western » pawn – in fact a US pawn - is defeated in this crisis. The fact that a number of EU members refused to make any promise on Georgia's accession to NATO has indeed sealed the current crisis in a way that dooms to failure the US attempt to settle durably in Caucasus; as well as it prevented our countries from getting militarily involved in what would have been a suicidal adventure. This crisis therefore provides another illustration of the profound divisions growing inside NATO between Washington, London and mostly Poland and the Baltic states on the one hand, and the rest of continental EU on the other hand, as to which posture to adopt with regards to Russia. Georgia's setback provides a clear signal in favour of the EU's majority position which would like to develop a strategic partnership with Moscow, based on trust between both entities and firmness about democratic principles, namely as regards the intermediary zone – Caucasus, Ukraine, Bielorrussia.

Georgia's setback is also a setback for Washington (one more) in their tuning of actions and principles:

- President Saakachvili is an autocrat who muzzled all opposition and stayed in power by imposing a state of emergency followed by an ultra-nationalistic campaign based on the « reconquista » of lost territories. The so-called « orange revolution », much praised by the Western world, ends in tragic farce for the Georgians: war and flouted democracy.
- South Ossetians already voted, overwhelmingly asking for their secession from Georgia – when they have not already flown to Russia (in North Ossetia). It is Tbilissi and the West who refused to acknowledge their choice. There again, the US and the EU in the same move decided not to apply to Ossetia the infringement to international law they imposed in the case of Kosovo. Spanish Prime Minister Zapatero is the only who clearly said that what we did with Kosovo was illegal in terms of the international law. Double standards... knowing that we - EU, France, UK, Germany or the US - indulge ourselves in giving lessons to Russia. I wrote many times, in these columns, that we were opening a Pandora box with Kosovo. There we are now! And it is just the beginning...

But the outcome of the Georgia crisis goes beyond that. Indeed this crisis puts a final stop to the fantasies about Ukraine's EU accession. Three years ago, in Moscow, during one of our seminars gathering some fifty EU and Russia diplomats and civil servants on the future of EU-Russia relations by 2020, I asked the Polish delegation conducted by Mr Jan Truszczyński[3], who supported the fact that Ukraine's accession was inevitable, if they were aware that the Russian part would go to war rather than lose its Ukrainian half... and that neither the British, nor the French, nor the Germans, nor the Spanish nor any EU country (apart from the Baltic states and Poland) would lift a finger to « free » the other half. My remark resolutely froze the atmosphere on the EU side, but enabled to start a fruitful debate with the Russia part.

A pro-active diplomacy must take place in the real world, not in a world of illusions

Well, any pro-active diplomacy must set itself in the real world, not in one of illusions; or it becomes of source of conflicts. Credibility is inversely proportional to gesticulation[4]. Trust among partners cannot build by letting one's own party talking nonsense in order to save pretends of unity. The strength of the European Union cannot be established by aligning on extremists, it will come from building solid consensuses capable of channelling the weight of our 500 million citizens, of our myriad of NGOs, of our economic, commercial, scientific, cultural power, of our values and of our 27 diplomacies. The EU was no built to let a few demagogues get excited on the stages of Tbilissi or else. French President Sarkozy got it right when he simply contented himself to copy-pasting Moscow's demands and extending them, with some insistence, to Tbilissi. Washington's little valet knows when he must submit to the powerful, whether they are Russian or Chinese. And, in today's Caucasian game, whether we like or not, Moscow is the prevailing power again. Exit Washington, Tel Aviv, London and the Dollar!

I seize the opportunity to remind to the leaders of the Baltic states who push the EU towards a confrontation with Moscow that their accession to the EU is a direct result of Moscow's weakness at the time[5]... and that the preservation of their status depends on the strength of the EU... not on its aggressivity, nor on its alignment with an external players such as the US, preventing it from inventing and implementing any strategic partnership with Moscow. Otherwise, between their large Russian minorities, their past integration to Russia and their undefensible strategic situation, I would not bet much on their « independent » future. And they can always wait for Washington's help or for Godot[6]!

To recognize the real influence of Moscow, to respect our values and decide to enforce the same principles everywhere (not according to our interests), to avoid considering Caucasian countries as back-offices (of NATO, EU, Russia, Turkey, oil powers,... you name it) and choose to consider them as components of a specific region likely to either join us or become mediators with our big neighbouring regions, to consider Caucasian inhabitants as citizens sharing our aspirations to peace and prosperity, and to support their genuine (as opposed to « imported ») democratic processes, such are true ambitions at the size of the European Union.

But, in order to achieve this, one must fully take into account how close from Moscow and how far from Washington the region is, and that the « Dollar Wall » and related « sandcastles » of the years 1990/2000 are collapsing in front of our eyes, that new member states are not doomed to be run by former aparatchikis converted to the Dollar, that Russia is no longer to be feared, that taking action in this region requires some forward thinking at least 20 to 20 years ahead, and that exemplarity remains the only sustainable political force.

In one generation from now, towards 2030, it will probably be time for Caucasians, Europeans, Russians... to decide upon what they want to do together or not. Until then, the European Union must build its policy towards this region according to the reality of power struggles there and their founding principles, keeping in mind one common objective for Caucasus: peace and stability for the Caucasians, by means of genuine democratic processes. No more, no less. If the EU manages to initiate such dynamics in the years to come, it will measure up to the expectations populations pin on it – of another nature than those ridiculous flags displayed in the back of puppets' seats[7]!

One last remark: today's current Israeli leaders should meditate the Georgian leaders' mistake now that many of them are considering a similar « retreat forward » with regards to Iran. I said and repeated it during my last stay in Israel at the end of 2007: an attack on Iran would be a major political mistake for Israel. As Georgia proves it once more, the « American super-power » is the shadow of what it used to be, and the EU remains a fundamentally inert power. If some believe they were very clever « manoeuvring » Russia on this conflict in order to be free to act in Iran, well they are about to be greatly disappointed as it is this very « world order » they believe in which is collapsing under our eyes.

Franck Biancheri (1961-2012)

15 August 2008

<http://www.newropeans-magazine.org/content/view/8453/309/lang,english/>

. Crise géorgienne : fin de l'illusion américaniste!

La crise ouverte la semaine dernière par le président géorgien, Saakachvili, et son déroulement qui voit Moscou marquer ses premiers points territoriaux depuis la chute du Mur de Berlin, constitue un tournant. Elle est le premier signe visible de l'effondrement du « Mur Dollar », celui derrière lequel a été protégée la puissance des Etats-Unis depuis 1945; un Mur dont le périmètre s'était considérablement élargi depuis la chute du « Mur de Berlin » (celui qui protégeait l'ex-URSS).

En effet, la désormais évidente erreur politique commise par le président Saakachvili, qui, loin de lui assurer le contrôle de la région dissidente d'Ossétie du Sud, conduit dorénavant la Géorgie au démembrement, comme ce fut le cas de la Serbie avec le Kosovo, n'est pas de son seul fait. Elle est le premier résultat tangible d'un processus entamé dès la fin des années 1990 et accéléré au cours de la décennie actuelle dont les maîtres d'œuvre ont été les parrains de Saakachvili, à savoir les Etats-Unis, Israël[1], le Royaume-Uni et dans une moindre mesure l'UE. Ce processus pourrait être qualifié de plusieurs manières : arrogance, myopie, auto-persuasion, bêtise, Ce qui est certain, c'est qu'il a conduit des politiciens comme Saakachvili et ses petits frères d'Ukraine, et d'autres régions de l'ex-URSS, à croire que le vent de l'Histoire (avec un grand H) soufflait dorénavant dans leur direction, qu'il suffisait de prendre ses désirs pour des réalités, que les volontés des puissants du jour déterminaient l'avenir, qu'on pouvait faire fi de la géographie et de l'histoire, que le pouvoir corrupteur du Dollar déversé en quantité suffisait à transformer la réalité, ...; et ce qui est tout aussi certain c'est que la réaction actuelle de Moscou et l'impuissance évidente de Washington, Tel Aviv, Londres ou Bruxelles à faire quoique ce soit de significatif vient de mettre un terme brutal à toutes ses convictions illusoire, rabâchées à longueur de conférences et séminaires transatlantiques ou euro-asiatiques.

Saakachvili n'est qu'un autocrate de seconde zone

Loin d'être un brillant politique, Saakachvili n'est qu'un autocrate de seconde zone, construit par Washington et Tel Aviv, qui a crû que son destin était une route toute tracée par ses alliés américains, israéliens et britanniques, encouragé par des technocrates de Bruxelles et des politiciens du même acabit de Pologne, d'Ukraine ou des pays Baltes. Son erreur principale est d'avoir accordé foi à leurs illusions d'un « Caucase à vocation européenne » (intégration à l'UE)[2], d'une Géorgie à vocation nord-atlantique (intégration à l'OTAN), ... alors que les seuls intérêts étaient pétroliers, ...et la seule force de ses alliés, la faiblesse de la Russie et la pluie de Dollars sur la région.

A Washington, à Bruxelles, à Londres, ... j'ai croisé un grand nombre de Saakachvili .. trentenaires ou quadra formés à l'américaine, lous aux dents longues attirés par la politique pour y faire carrière, prêts à « faire l'Histoire » à condition que cette dernière soit malléable et docile. Ignorant les mises en garde de nombreux Européens continentaux comme quoi leurs rêves étaient déconnectés de toute réalité, ils s'appuyaient sur les promesses des Américanistes, ces architectes du mythe de l'Occident irrésistible et de l'UE en expansion infinie. Les conseillers ne sont pas les payeurs comme l'ont d'ailleurs vérifié les nouveaux Etats membres quand Londres[3] a refusé de payer pour leur accession.

La Russie est de retour en tant qu'acteur géopolitique sur toutes ses frontières

Mais la crise géorgienne dépasse largement le cadre du Caucase et du destin des marionnettes washingtoniennes locales. En effet, la réaction de Moscou confirme que la Russie est de retour en tant qu'acteur géopolitique sur toutes ses frontières. Cette crise est en effet la première depuis 1989 où elle met en échec un pion « occidental », qui est en fait un pion américain. Le refus de plusieurs membres de l'UE de donner à la Géorgie un gage d'entrée dans l'OTAN a en effet scellé la crise actuelle en condamnant à l'échec la tentative américaine de s'implanter durablement dans le Caucase; et au passage en évitant une implication militaire de nos pays dans cette aventure suicidaire. Cette crise illustre donc la division profonde croissante au sein de l'OTAN entre d'un côté Washington, Londres et essentiellement les pays Baltes et la Pologne, et de l'autre le reste de l'UE continentale sur l'attitude à adopter vis-à-vis de la Russie. L'échec géorgien constitue un signal clair en faveur de la majorité de l'UE qui veut développer un partenariat stratégique avec Moscou fondé sur la confiance entre les deux entités et la fermeté dans les principes démocratiques notamment en ce qui concerne la zone intermédiaire (Caucase, Ukraine, Biélorussie).

Car l'échec géorgien c'est aussi l'échec de Washington, une fois de plus, à mettre ses actes en accord avec ses principes:

1. le président Saakachvili est un autocrate qui a muselé son opposition et s'est maintenu au pouvoir grâce à un état d'urgence suivi d'une campagne ultra-nationaliste caractérisée par la surenchère sur la « reconquête » des régions perdues. La soi-disant « révolution Orange », tant louée par l'Occident, se termine en farce tragique pour les Géorgiens sur fond de guerre et de démocratie bafouée.

2. les Ossètes du Sud ont déjà voté et largement réclamé leur sécession de la Géorgie, quand ils n'ont pas voté avec leurs pieds en fuyant massivement en Russie (en Ossétie du Nord). Et c'est Tbilissi et l'Occident qui a refusé de reconnaître ce choix. Là encore, Etats-Unis et UE dans un même élan ont choisi de ne pas appliquer pour l'Ossétie les entorses au droit international qu'ils ont imposé pour le Kosovo. Le Premier Ministre espagnol Zapatero est le seul à avoir clairement

dit que ce que nous avons fait avec le Kosovo est illégal au regard du droit international. Deux poids, deux mesures ... et nous nous permettons, nous UE, France, Royaume-Uni, Allemagne, ou les Etats-Unis ... de venir donner des leçons à la Russie en la matière. J'ai écrit dans ces colonnes à plusieurs reprises que nous ouvririons la boîte de Pandore avec le Kosovo. On y est! Et ça ne fait que commencer.

Mais les conséquences de la crise géorgienne vont bien plus loin. Car cette crise met un point final aux délires sur l'adhésion de l'Ukraine à l'UE. Il y a trois ans, à Moscou, lors d'un séminaire que nous avons organisé et qui avait accueilli une cinquantaine de diplomates et responsables de l'UE et de Russie sur l'avenir des relations UE/Russie à l'horizon 2020, j'avais demandé à la délégation polonaise conduite par M. Jan Trzuszczński[4], qui soutenait l'inéluctabilité de l'accession de l'Ukraine à l'UE, s'il avait conscience que la partie russe ferait la guerre pour garder sa moitié d'Ukraine ... et que ni les Anglais, ni les Français, ni les Allemands, ni les Espagnols, ni aucun autre peuple de l'UE (sauf les pays Baltes et les Polonais) ne se battraient pour « libérer » l'autre moitié. Cette remarque avait légèrement figé l'atmosphère côté UE mais avait permis d'entamer un vrai débat avec la partie russe.

Une diplomatie proactive se doit d'œuvrer dans le monde réel, pas dans l'illusion

Or, une diplomatie proactive se doit d'œuvrer dans le monde réel, pas dans l'illusion, faute d'entraîner tout le monde dans les conflits. La crédibilité est inversement proportionnelle à la gesticulation[5]. La confiance entre partenaires ne se construit pas en laissant son propre camp raconter n'importe quoi pour sauver les apparences d'unité. La force de l'UE ne s'établit pas en s'alignant sur les extrémistes, mais en construisant des consensus solides qui peuvent canaliser tout le poids de nos 500 millions de citoyens, de nos myriades d'ONG, de notre puissance économique, commerciale, scientifique, culturelle, de nos valeurs et de nos 27 diplomaties. L'UE n'a pas été construite pour laisser quelques démagogues s'exciter sur les places de Tbilissi ou d'ailleurs. Le président français Sarkozy l'a bien compris qui s'est contenté de copier-coller les exigences de Moscou et de les transmettre, pression à l'appui, à Tbilissi. Le petit télégraphiste de Washington sait plier l'échine devant les puissants, qu'ils soient russes ou chinois. Et dans le jeu caucasien aujourd'hui, que cela nous plaise ou non, Moscou est redevenu la puissance dominante. Exit Washington, Tel Aviv, Londres et le Dollar!

Rappelons utilement aux dirigeants des pays Baltes qui poussent l'UE à la confrontation avec Moscou que leur adhésion à l'UE est un fait qui résulte de l'époque de la faiblesse de Moscou[6] ... et que la préservation de leur statut dépend intrinsèquement d'une UE forte ... et non pas d'une UE agressive alignée sur un acteur extérieur comme les Etats-Unis et incapable de concevoir et mettre en œuvre un partenariat stratégique avec Moscou. Sinon, entre leurs fortes minorités russes, leurs intégrations passées à la Russie et leur situation stratégique indéfendable, je ne donne pas cher de leur avenir « indépendant ». Ils pourront toujours attendre Washington comme on attend Godot[7]!

Reconnaître l'influence réelle de Moscou, respecter nos valeurs et choisir d'appliquer les mêmes principes partout (et non pas selon nos intérêts), refuser de traiter les pays du Caucase comme des annexes (de l'Otan, de l'UE, de la Russie, de la Turquie, des intérêts pétroliers, .. le choix est vaste) et les considérer comme les composantes d'une région spécifique, susceptible d'intégration et de médiation entre les grands blocs qui la bordent, considérer des habitants du Caucase comme des citoyens partageant nos aspirations communes à la paix et la prospérité et appuyer leurs processus démocratiques authentiques (et non pas importés d'ailleurs), voilà une ambition à la mesure de l'Union européenne.

Mais pour cela, il faut se souvenir que la région est bien proche de Moscou et bien loin de Washington, que le « Mur Dollar » et ses « châteaux de sable » des années 1990/2000 sont en train de s'effriter sous nos yeux, que les nouveaux Etats membres ne sont pas condamnés à être dirigés par d'anciens apparatchiks convertis en Dollars, que reconnaître la force de la Russie n'est pas la craindre, qu'agir dans cette région c'est penser à 20 ou 30 ans, que la force de l'exemple reste la seule force politique durable.

D'ici une génération, vers 2030, il sera bien tant que les Caucasiens, les Européens, les Russes, ... de cette époque décident de ce qu'ils veulent faire ensemble ou pas. Pour l'instant, l'UE doit construire sa politique dans la région en fonction de la réalité des rapports de force et de ses principes fondateurs, avec un objectif commun pour le Caucase : paix et stabilité pour les Caucasiens, via des processus démocratiques authentiques. Ni plus, ni moins. Si l'UE parvient à lancer une telle dynamique dans les années à venir, elle sera à la hauteur des attentes que les peuples placent en elle, et qui sont d'une autre nature que de ridicules drapeaux placés derrière des pupitres occupés par des fantoches[8]!

Dernière remarque : que les actuels dirigeants israéliens méditent la faute des dirigeants géorgiens au moment où nombre d'entre eux pensent également à une fuite en avant en ce qui concerne l'Iran. Je l'ai dit et répété lors de mon dernier passage en Israël fin 2007 : attaquer l'Iran constituerait une faute politique majeure pour Israël car, comme on le constate à nouveau en Géorgie, la « super puissance américaine » n'est plus que l'ombre d'elle-même et l'UE reste fondamentalement inerte. Et si certains pensent avoir bien manœuvré pour « fixer » la Russie sur ce conflit afin de pouvoir agir en Iran, ils se préparent de grandes déconvenues car c'est l'« ordre du monde » auquel ils croient qui est en train de s'effondrer sous nos yeux.

Franck Biancheri (1961-2012)

15 August 2008

<http://www.newropeans-magazine.org/content/view/8453/309/lang,english/>

. Ukrainian crisis: Eight strategic recommendations

This crisis is well and truly a test of national leaders' ability to grasp the tools of independence, power and peace that their fathers (the generations of politicians which ruled right until the end of the 80s basically) have put at their disposal, this united and institutionalized Europe which only remains to be put under political control....

FIND THE INTRINSIC RESOURCES IN EUROPE TO FREE ITSELF FROM THE (AMERICAN) TRAP

If the Ukraine, a small country with a population of less than 50 million having frontiers with the two monsters of Europe and Russia, really has no other option than to "choose sides" in effect it's not the same in Europe. And this crisis is well and truly a test of national leaders' ability to grasp the tools of independence, power and peace that their fathers (the generations of politicians which ruled right until the end of the 80s basically) have put at their disposal, this united and institutionalized Europe which only remains to be put under political control.

The difficulty is that the tool which politicians must now grasp isn't the EU. As we have repeatedly explained, the EU is a stage in European construction which, on the contrary, must now be offloaded. The Ukrainian crisis is, incidentally, the ultimate indicator. The EU framework, born out of the 1992 Maastricht Treaty[1], and which should have led to the continent's political and democratic union has been diverted from its objectives. From Maastricht to Lisbon[2], it's an all economic Europe (endless enlargement of a free trade zone) which has been put in place, that which the people now justifiably rejects, which only serves the interests of the biggest Brussels lobbies (which are not the Member States, far from it) and of which we will now see to what dramatic ends (war, loss of autonomy) it's ready to expose the continent. Here are eight recommendations which, according to our team, are to be implemented urgently to get Europe out of the trap which has been set for it.

1. Return to the intergovernmental method

In this extremely serious situation it's no good waiting for Brussels (no more than the European Commission or the European Parliament, sadly), quite the contrary. Business must, therefore, imperatively return to the Member States and the so-called "intergovernmental" method.

2. Disable or put the European External Action Service under political control

To do this, it's imperative to punish the European Commission's External Action Service political irresponsibility and remind it of its duty to execute the decisions taken by the Member States. The External Action Service is a European diplomatic service that has no legitimacy to speak on Europeans' behalf, even less to take strategic decisions whose consequences are the destruction of relations with our neighbours, the starting up of civil wars in neighbouring countries and the ground-up creation of risks of war or iron curtains. Both in substance and form there is nothing easier than to remind the EEAS of its duties and to link it to a more democratically legitimate political decision-making body.

3. Express a common position on the crisis

This is where things get tough. In fact, if Baroness Ashton and Mr. O'Sullivan can do anything from their ivory tower, it's because "Europeans are unable to speak with one voice". How many times have we read this phrase over the last 25 years? And it suits it to have more than one up its sleeve. But this time Europe doesn't have a choice: it must reach a common position; otherwise other agendas will continue to control operations remotely. Therefore, the objective is urgent and the question is "how to get there?"

4. Defining a relevant common agenda

First of all, it's a question of everyone agreeing on the objective of this common position. And given the fact that war and being placed under foreign supervision are the dangers facing Europe today, let's say that the discussion's objective is to find a way to keep Europe's peace and independence. For 60 years we have been sold Europe as a guarantor of peace; it's the time to show that it does. And throw out the standard questions "how to guarantee the Ukraine's integrity?" and other nonsense. If Europe isn't capable of guaranteeing its own, what could it usefully do for the Ukraine? And moreover, in the light of what it's already done, it's out of the game for the moment. It should put its own house in order first.

5. Identify the relevant group of Member States

The topic of discussion is now established, it must be asked who the participants should be, the players in this common position. But already, what are the possibilities?

. The 28? The 28, it's the EU, first of all...this EU which has always been unable to speak with one voice... and which in the Ukraine's particular case is more than ever. Too many, with too many divergent interests, the 28 consist of a fringe of small countries, former Soviet Union satellites where it's difficult, which it's fairly excusable, to rely on their objectivity in the current circumstances (even if the anti-"Russianism" is actually much weaker than the European Commission is trying to make us believe,

with an obviously instrumental goal); and a big country, the US stooge in Europe (even if the EU-UK link has been considerably distended in recent years: loss of effectiveness, distancing of continental philosophies, supervision of the country by financial markets). Getting to a common position on the Ukrainian question is an exercise in acrobatic flying in which it's better not to go astray.

. The Franco-German motor? Unfortunately its too weak to cope with the violence of the attack which Europe is facing... Illegitimate also: how could the position of two countries impose on 26 others from whom it must at least win passivity? Finally, if the couple have recently begun to work well on the medium-term on less important questions (Europe's resurrection[3] , EU data protection with the NSA[4] , European defence out to 2025[5] , etc.), it doesn't seem to be able to produce much when faced with an urgent and very grave matter[6] . Moreover, Germany's positions (especially a Germany led by an East German) on the issues of relations with Russia are of a coherence which is difficult to decipher: between a very strong interdependence with Russia (energy in particular, but trade as well) and old anti-Soviet reflexes, the straight line doesn't seem to be the shortest path. Nevertheless, it must be recognized that Merkel is the only one to try to sometimes take a more balanced position on the Ukrainian question and our relationship with the Russians[7] (which, moreover, earned her a vicious attack by the media and, more hypocritically, by the European institutions). But, from the French side, a country central to the fundamental principle of the continent's independence, we are being disappointed by surprise. We are desperately trying to guess the subtle diplomacy beyond the intelligence of the average citizen. We managed to see it in the French position as regards Syria; but this time we can only speculate: a diplomatic snub thrown in Russia's face by François Hollande's trip to the US[8] the day of the inauguration of the Sochi Olympics, intransigent martial positions as regards Yanukovich and Putin since[9] ... That said, as we have seen media pressure considerably reduces politicians' room for manoeuvre; but when one has been elected as a political leader one also has the duty to free oneself from traps like this... especially in such grave circumstances. Certainly, the Franco German pair won't be the motor.

. An ad hoc group of volunteer countries to restore calm on the continent? This would be a tempting track... if it didn't come back to the first: bring forward a common position from the cacophony of the 28. Forget it!

6. Request a « Convention of the Eurozone heads of state for European peace and independence »

By process of elimination, only one track remains: the Eurozone or Euroland, that again. But, although on the attacks on the Euro it was the obvious and unavoidable interlocutor, it seems less simple on the geopolitical issue that concerns us. And yet!

First of all, it is and remains the nascent entity composed of the founding countries' hard-core; it's free of Europe's western and westernized British fringe; and as regards Europe's Eastern and anti-Eastern (anti-Russian) fringe, it's shown (which is important) but in a way that won't weigh too heavily and leaves the more central countries the possibility of sharpening their arguments intended to reassure this group of Europeans on the safety of their border position with the Russian zone of influence (and the arguments are numerous and easy to find); its make-up is representative of the EU's diversity, therefore it's competent to generate a ripple effect and win membership (or, as we have already said, at least the passivity) of the others.

Moreover, Euroland was built during the Euro crisis and now has tools, certainly incomplete, but modern and efficient. And more importantly, this new entity's politicization was already on the agenda, such as manifestoes for the Euro's political union[10] , proposals for a Eurozone Parliament[11] , and other innovative ideas[12] have appeared in recent months.

After all, Europe was always built during crises; and the Ukrainian crisis, as dangerous and desperate as it is, is probably also the one that Europe needs to finally overcome this last and so difficult stage of political union.

And one last argument: that Euroland manages to speak with one voice on the current crisis isn't certain... but it's only that a faint glimmer of hope is shining; Europe really hasn't another chance of succeeding in expressing a common position.

It's therefore a "Convention of the Eurozone heads of state for European peace and independence" that we must have... and quickly! But the last question is, who will call such a Convention? It could be the Franco German pair but we have seen that, for reasons which haven't been fully made clear, this couple's leadership skills have been defused as regards the current crisis.

7. If the states can't do it by themselves, constitute a citizens' pressure group calling this Convention

In reality, we are on test here again, that of the vitality of the European style principle: it probably belongs to the citizens, through the creation of a qualitatively representative group of European civil

society's organizations, to call for this Convention to be held, or even call it itself. But the game is far from won. The European political and democratic machinery has been considerably weakened. Coups d'état have taken place that no longer bother anyone (Renzi in Italy[13]), countries can live without a government without it causing a problem (Belgium[14]), and young 29 year olds have been appointed as Ministers of Foreign Affairs[15] without anyone seeing anything wrong (Austria)... Moreover, governments are derailing the rule of law (Spain[16] , the United Kingdom[17] , Hungary[18] ...).

Some countries give the impression that national politics still count because they have a seat at international bodies (the United Kingdom, France, Germany); in reality, instead of serving these countries' independence and supra-national groups which they should represent, these seats buy their subjection to the strongest... The disconnect between politics (national) and the instruments of power (European), have been weakening our governments for more than two decades which, immediately elected, lose all popular support in the absence of being able to achieve the political and social changes demanded by the expressed majority but blocked by ultra-active minorities (France of course[19] , but not the only one).

Finally, the last crisis has further weakened national governments and at the European level politically. In short, it's time to end European countries' political division whose governments, separately, serve little or no purpose. It's only by completing the initial objective of all the European construction work to which we committed post-war Europe's major political visionaries, namely by organizing their union, that European citizens can take control of their collective destiny.

8. Block any process of Eurozone enlargement until its political union

And we must act quickly, because we are not the only ones to identify this relevant base for political union supplied by Euroland. Washington's system strategies[20] have also realized this Eurozone's potential for transition which they themselves, despite them, helped to strengthen as we said earlier, through their attack on the Euro. Renzi's coup d'état puts at the head of Italy, a big part of the Eurozone, a pro-American non-democratic government[21] the Estonian Commissioner, Siim Kallas, a friend of the pro-American Barroso who, contrary to all legal precedent, was allowed to campaign for the Prime Minister's post in his country[22] , will be a servile leader to Washington's cause fed on this EU's bottle of which almost nothing European remains[23] ; recently France seems to have been the object of enormous pressure from Washington that is already bearing fruit... In short, the Eurozone is beginning to lose any ability to build.

A final recommendation is, therefore, required: block any Eurozone enlargement until political union has taken place. EU enlargement has served the cause of the European project's de politicization; let's not knowingly repeat the mistakes!

A new US float[24] or an independent continent? Europe's future will play out in the coming weeks. A bipolar world, the West-rest of the world, locked behind an iron wall, or a multi-polar world where an independent Europe and a regenerated US will take their rightful places alongside the Chinese, Brazilian, African, Indian and Russian powers? It's today that we must fight for the better of these two futures. All options are still on the table, in this case Europe's, but in a few months one or other of these scenarios will get a foothold.

2020[25] , is here now and in Europe!

*by LEAP/E2020 - GEAB N°83
(March 16, 2014)*

. Crise ukrainienne, huit recommandations stratégiques - L'ultime test de la capacité des Européens à construire leur union politique pour prendre le contrôle de leur destin commun

Cette crise est bel et bien un test de la capacité des décideurs nationaux à se saisir de l'outil d'indépendance, de puissance et de paix que leurs pères (les générations de politiques qui ont gouverné jusqu'à la fin des années 80 essentiellement) ont mis à leur disposition, cette Europe unie et institutionnalisée, qu'il ne reste plus qu'à mettre sous contrôle politique...

TROUVER LES RESSOURCES INTRINSÈQUES À L'EUROPE POUR SE LIBÉRER DU PIÈGE AMERICAIN

Mais si l'Ukraine, petit pays de moins de 50 millions d'habitants aux frontières des deux monstres que sont l'Europe et la Russie, n'a réellement pas eu d'autre option que de « choisir son camp » en effet, il n'en est pas de même de l'Europe. Et cette crise est bel et bien un test de la capacité des décideurs nationaux à se saisir de l'outil d'indépendance, de puissance et de paix que leurs pères (les générations de politiques qui ont gouverné jusqu'à la fin des années 80 essentiellement) ont mis à leur disposition, cette Europe unie et institutionnalisée, qu'il ne reste plus qu'à mettre sous contrôle politique.

La difficulté, c'est que l'outil dont les politiques doivent aujourd'hui se saisir, ce n'est pas l'Union Européenne. Comme nous l'avons maintes fois expliqué, l'UE est une étape de la construction européenne dont il faut au contraire se délester. La crise ukrainienne en est d'ailleurs l'ultime indice. Le cadre UE, né du Traité de Maastricht de 1992[1], et qui aurait dû mener vers l'union politique et démocratique du continent a été détourné de ses objectifs. De Maastricht à Lisbonne[2], c'est une Europe tout-économique (élargissement sans fin d'une zone de libre-échange) qui s'est mise en place, celle que rejettent à juste titre les populations aujourd'hui, qui ne sert plus que les intérêts des plus gros lobbies bruxellois (qui ne sont pas les États membres, loin s'en faut) et dont on voit maintenant à quelles fins dramatiques (guerre, perte d'autonomie) elle est prête à exposer le continent.

Voici huit recommandations qui, selon notre équipe, sont à mettre en œuvre de toute urgence pour sortir l'Europe du piège qu'elle s'est tendu.

1. Revenir à la méthode intergouvernementale

Dans cette situation extrêmement grave, aucun espoir n'est à attendre de Bruxelles (pas plus de la Commission européenne que du Parlement européen, malheureusement), bien au contraire. Les affaires doivent donc impérativement revenir aux États membres et à la méthode dite « intergouvernementale ».

2. Désactiver ou mettre sous contrôle politique le Service Européen d'Action Extérieure

Pour ce faire, il est impératif de sanctionner la politique irresponsable du Service d'Action Extérieure de la Commission européenne et de le rappeler à ses devoirs d'exécution des décisions prises par les États membres. Le Service d'Action Extérieure est un service diplomatique européen qui n'a pas la légitimité de parler au nom des Européens, encore moins de prendre des décisions stratégiques dont les conséquences sont la destruction de nos relations de voisinage, la suscitation de guerres civiles dans des pays limitrophes et la création ex-nihilo de risques de guerre ou de rideaux de fer. Tant sur le fond que sur la forme, il n'y a rien de plus facile que de rappeler à ses devoirs le SEAE et de le raccorder à une instance politique décisionnelle démocratiquement plus légitime.

3. Formuler une position commune sur la crise

C'est là que les choses se corsent. En effet, si Mme Ashton et M. O'Sullivan peuvent faire n'importe quoi depuis leur tour d'ivoire, c'est que « les Européens sont incapables de parler d'une voix unique ». Combien de fois n'a-t-on lu cette phrase depuis 25 ans ? Et elle en arrange plus d'un. Mais cette fois, l'Europe n'a pas le choix : elle doit parvenir à formuler une position unique, sinon d'autres agendas vont continuer à téléguidé les opérations. L'objectif est donc impérieux et la question est « comment y parvenir ? ».

4. Définir un agenda commun pertinent

Il s'agit tout d'abord de mettre d'accord tout le monde sur l'objectif de cette position commune. Et compte tenu du fait que la guerre et la mise sous tutelle étrangère sont les dangers que courent l'Europe aujourd'hui, disons que l'objectif de la discussion est de trouver le moyen de maintenir la paix et l'indépendance de l'Europe. Cela fait 60 ans qu'on nous vend l'Europe comme garante de paix ; c'est le moment de prouver qu'elle sert bien à cela. Et exit les questions de type « comment garantir l'intégrité de l'Ukraine ? » et autres balivernes. Si l'Europe n'est pas capable de maintenir la sienne propre, que pourrait-elle faire d'utile pour l'Ukraine ? Et d'ailleurs, vu ce qu'elle a déjà fait, elle est hors-jeu pour le moment. Qu'elle remette d'abord de l'ordre chez elle.

5. Identifier le groupe d'États membres pertinent

Le thème de la discussion étant maintenant posé, il faut se demander qui doivent être les participants, les acteurs de cette position commune. Mais déjà, quelles sont les possibilités ?

. Les 28 ? Les 28, c'est l'UE, tout d'abord... cette UE qui a toujours été incapable de parler d'une voix

unique... et qui dans le cas particulier de l'Ukraine l'est plus que jamais. Trop nombreux, aux intérêts trop divergents, les 28 se composent d'une frange de petits pays anciens satellites de l'Union soviétique dont il est, de manière assez excusable, difficile de compter sur l'objectivité dans les circonstances actuelles (même si l'anti-« russisme » y est en réalité beaucoup moins fort que ce que la Commission européenne essaie de faire croire dans un but évidemment instrumental) ; et d'un gros pays, faux-nez des États-Unis en Europe (même si le lien UE-RU s'est considérablement distendu ces dernières années : perte d'efficacité, éloignement des logiques continentales, mise sous tutelle du pays par sa place financière). Obtenir une position commune sur la question ukrainienne est un exercice de haute-voltage dans lequel il ne vaut mieux pas se fourvoyer.

. Le moteur franco-allemand ? Il est malheureusement trop faible pour faire face à la violence de l'attaque à laquelle fait face l'Europe... Illégitime aussi : comment la position de deux pays pourrait-elle s'imposer à 26 autres dont il faut au moins remporter la passivité ? Enfin, si depuis peu ce couple se mettait à bien fonctionner sur les questions de moyen-terme et de moindre importance (résurrection de l'Europe[3] , protection des données UE de la NSA[4] , Europe de la défense à l'horizon 2025[5] , etc.), il ne semble pas capable de produire grand-chose face à une question urgente et de première gravité[6] . Par ailleurs, les positions de l'Allemagne (surtout une Allemagne dirigée par une Allemande de l'Est) sur les questions de relations avec la Russie sont d'une cohérence pour le moins difficile à déchiffrer : entre une très forte interdépendance avec la Russie (énergétique notamment, mais aussi commerciale) et de vieux réflexes anti-soviétiques, la ligne droite ne semble vraiment pas être le chemin le plus court. Il faut néanmoins reconnaître à Merkel qu'elle est la seule à tenter d'émettre parfois une position plus équilibrée sur la question ukrainienne et de nos relations avec les russes[7] (ce qui lui vaut d'ailleurs d'être méchamment attaquée par les médias et plus hypocritement par les institutions européennes). Mais, du côté français, pays pourtant central au principe fondamental d'indépendance du continent, on va de déception en ébahissement. On tente désespérément de deviner de subtiles diplomaties échappant à l'intelligence du citoyen-lambda. On a réussi à en voir dans la position française par rapport à la Syrie ; mais cette fois, on se perd en conjectures : camouflet diplomatique jeté à la face de la Russie par ce voyage aux États-Unis de François Hollande[8] le jour de l'inauguration de Sotchi, positions martiales intransigeantes vis-à-vis de Ianoukovitch ou de Poutine depuis[9] ... Cela dit, nous l'avons vu, la pression des médias réduit considérablement la marge de manœuvre des politiques ; mais lorsqu'on a été élu comme responsable politique, on a aussi le devoir de s'émanciper des trappes de ce genre... surtout en des circonstances aussi graves. Décidément, le couple franco-allemand ne sera pas moteur.

. Un groupe ad hoc de pays volontaires pour ramener le calme sur le continent ? Ce serait une piste tentante... si elle ne revenait pas à la première : faire émerger une position commune de la cacophonie des 28. Oublions !

6. Demander une « Convention des chefs d'État de la zone euro pour la paix et l'indépendance de l'Europe »

En procédant par élimination, il ne reste qu'une piste : la zone euro ou Euroland, encore elle. Mais, autant sur les attaques de l'euro, elle était l'interlocuteur évident et incontournable, autant cela paraît moins simple sur la question géopolitique qui nous préoccupe. Et pourtant !

Tout d'abord, elle est et demeure l'entité naissante composée du noyau-dur des pays fondateurs ; elle est libre de la frange occidentale et occidentaliste britannique de l'Europe ; et concernant la frange orientale et anti-orientaliste (anti-russe) de l'Europe, elle est représentée (ce qui est important) mais d'une manière qui ne risque pas de peser trop lourd et laisse la possibilité aux pays plus centraux d'affûter des arguments destinés à rassurer cette partie des Européens sur l'innocuité de leur position frontalière avec la zone d'influence russe (et les arguments sont nombreux et faciles à trouver) ; sa composition est représentative de la diversité de l'UE, elle est donc à même de générer un effet d'entraînement et de remporter l'adhésion (ou comme on l'a déjà dit, au moins la passivité) des autres.

Par ailleurs, l'Euroland s'est construit dans la crise de l'euro et dispose maintenant d'outils incomplets certes, mais modernes et performants. Et surtout, l'étape de politisation de cette nouvelle entité était déjà au programme, comme les Manifestes pour une union politique de l'euro[10] , propositions pour un parlement de la zone euro[11] , et autres idées novatrices[12] en ont témoigné ces derniers mois.

Après tout, l'Europe s'est toujours construite dans les crises ; et la crise ukrainienne, aussi dangereuse et désespérante soit-elle, est sans doute aussi celle dont l'Europe a besoin pour franchir enfin cette dernière et si difficile étape de l'union politique.

Et dernier argument : que l'Euroland parvienne à parler d'une voix unique sur la crise actuelle n'est pas certain... mais c'est là seulement qu'une vague lueur d'espoir brille ; l'Europe n'a pas vraiment d'autre chance de réussir à formuler une position commune.

C'est donc une « Convention des chefs d'État de la zone euro pour la paix et l'indépendance de l'Europe »

que nous devons obtenir.. et vite ! Mais la dernière question qui se pose, c'est qui convoquera une telle Convention ? Cela pourrait être le couple franco-allemand mais on a vu que, pour des raisons pas toutes élucidées, la capacité d'entraînement de ce couple est désamorcée en ce qui concerne la crise actuelle.

7. Si les États n'en sont pas capables tout seuls, constituer un groupe de pression citoyen convoquant cette Convention

En réalité, nous sommes là encore sur un test, celui de la vitalité du principe démocratique-à-l'européenne : il appartient probablement aux citoyens, via la constitution d'un groupe qualitativement représentatif d'organisations de la société civile européenne, d'appeler à la tenue de cette Convention, voire de la convoquer.

Mais la partie est loin d'être gagnée. Les rouages politiques et démocratiques européens sont considérablement affaiblis. Des coups d'État ont lieu qui ne dérangent plus personne (Renzi en Italie[13]), des pays peuvent vivre sans gouvernement sans que cela pose problème (Belgique[14]), des jeunes gens de 29 ans sont nommés comme Ministres des Affaires Etrangères[15] sans que personne n'y voit à redire (Autriche)... Ailleurs, des gouvernements déraillent de l'état de droit (Espagne[16], Royaume-Uni[17], Hongrie[18] ...). Quelques pays donnent l'impression que la politique nationale compte encore parce qu'ils siègent dans les instances internationales (Royaume-Uni, France, Allemagne) ; en réalité, au lieu de servir l'indépendance de ces pays et des groupes supra-nationaux qu'ils devraient représenter, ces sièges achètent leur assujettissement au(x) plus fort(s)... La déconnexion entre les politiques (nationaux) et les instruments du pouvoir (européens), depuis plus de deux décennies, affaiblit nos gouvernements qui, aussitôt élus, perdent tout soutien populaire faute de capacité à réaliser les transformations politico-sociales demandées par les majorités exprimées mais bloquées par des minorités ultra-agissantes (France bien sûr[19], mais pas seulement). Enfin la dernière crise a encore affaibli les gouvernements nationaux et le niveau européen politiquement.

Bref, il est temps d'en finir avec la division politique des pays européens dont les gouvernements, séparément, ne servent à rien ou presque. Ce n'est qu'en parachevant l'objectif initial de tout le travail de construction européenne dans lequel nous ont engagé les grands visionnaires politiques de l'Europe d'après-guerre, à savoir en organisant leur union, que les citoyens européens pourront prendre la maîtrise de leur destin collectif.

8. Bloquer tout processus d'élargissement de la zone euro jusqu'à son union politique

Et il faut faire vite, car cette base pertinente d'union politique fournie par l'Euroland, nous ne sommes pas les seuls à l'avoir repérée. Les stratèges du système washingtonien[20] se sont également rendu compte du potentiel de transition de cette zone euro qu'ils ont eux-mêmes bien malgré eux contribué à renforcer, comme on l'a dit plus haut, via leur attaque sur l'euro. Le coup d'État de Renzi met à la tête de l'Italie, gros morceau de la zone euro, un gouvernement non démocratique plus favorable aux Américains[21] ; le Commissaire estonien, Siim Kallas, ami de Barroso-l'Américaniste qui, à l'encontre de tous les textes juridiques en la matière, l'a autorisé à faire campagne pour le poste de premier-ministre de son pays[22], sera un dirigeant servile à la cause washingtonienne nourri au biberon de cette UE qui n'a presque plus rien d'européen[23] ;

la France semble avoir récemment fait l'objet de la part de Washington de pressions gigantesques qui portent déjà leurs fruits ... Bref, la zone euro commence à perdre toute capacité de structuration.

Une dernière recommandation s'impose donc : bloquer tout élargissement de la zone euro jusqu'à ce que l'union politique soit réalisée. L'élargissement de l'UE a servi la cause de la dépolitisation du projet européen ; ne répétons pas les erreurs sciemment !

Nouveau flotteur de l'Amérique[24] ou continent indépendant ? L'avenir de l'Europe se joue dans les semaines à venir. Monde bipolaire Occident-reste du monde, enfermé derrière un mur de fer, ou monde multipolaire où l'Europe indépendante et une Amérique régénérée prendront la place qui leur revient aux côtés des puissances chinoises, brésiliennes, africaines, indiennes et russes ? C'est aujourd'hui qu'il faut se battre pour le meilleur de ces deux avenir. Toutes les possibilités sont encore sur la table, en l'occurrence celle de l'Europe, mais dans quelques mois l'un ou l'autre scénario se sera imposé.

2020[25], c'est maintenant et c'est en Europe !

LEAP/E2020
Extraits du GEAB N°83
(15 mars 2014)

http://www.newropeans-magazine.info/Crise-ukrainienne-Huit-recommandations-strategiques_a88.html

. A Euro-BRICS joint statement on the Ukrainian crisis. Three strategic proposals

We [1] the undersigned members of civil society in Europe and the BRICS (academic professors and researchers, think-tank leaders, journalists, business representatives, civil society representatives), declare our joint concern with the trends currently at play resulting from the crisis in Ukraine. These trends affect the international community, threaten the sovereignty of Ukraine and the independence of Europe, and are triggering an unwelcome polarisation of the international system and impacting an always fragile geopolitical balance.

We wish to remind that a historical transition from a unipolar world with the US as the sole superpower towards a multipolar world is underway, knowing that this process should be accompanied rather than contained. The whole world, including Europe and the United States, will gain from a commonly-conducted re-organisation of global governance that recognizes multipolarity.

We wish to reaffirm our analysis[2] that Europe is able to contribute positively to the peaceful emergence of a multipolar world. Indeed the Ukrainian crisis has showed that, while an independent and open Europe provides grounds for the emergence of a multipolar world, a one-sided Europe creates the conditions for a world polarized between a Western bloc and the new global powers.

Therefore, we strongly oppose the disruption of Euro-Russian relations and its negative consequences on Euro-BRICS future-bearer relations, with the deployment of troops on both sides of the Euro-Russian border and in particular of US military troops on Europe's territory, with the growing tensions provoked by the uncoordinated free-trade policies of Europe and Russia on common border countries such as Ukraine, Georgia, and Moldova.

We consider that the Ukrainian crisis calls for the establishment of a diplomatic arena to discuss Europe's and Russia's rights to organize their common markets in a framework of peaceful coexistence.

We note the humanitarian emergency situation in Ukraine and crimes and abuses committed against the civil populations during the Ukrainian crisis and urge that these should be promptly dealt with and investigated.

We believe that the Euro-BRICS cooperation framework can provide the proper mediation required to reach a positive result.

The situation requires global leaders with a high sense of historical responsibility and collective interest. This statement calls on this sense of historical responsibility and collective interest.

-> ACKNOWLEDGING SHARED RESPONSIBILITIES AS A PREREQUISITE – We have agreed that responsibilities for the crisis in Ukraine must be shared among Europe and Russia. On the basis of the recognition of each player's responsibilities can peace be rebuilt in Ukraine and Euro-Russian relations revived.

-> RESUMING EURO-RUSSIAN RELATIONS TO CREATE THE CONDITIONS FOR A UKRAINIAN-LED CRISIS RESOLUTION – It behooves the Ukrainian people to organize and rebuild peace in Ukraine. However there is no way tensions between the pro-Russian and pro-European Ukrainians will de-escalate if tensions between Russia and Europe do not de-escalate first. Therefore, for the sake of peace in Ukraine, we require European and Russian leaders to re-launch a constructive dialogue. In particular we wish to encourage the media to provide more objective information and to correct any misinformation that might lead to future conflict.

-> A EURO-BRICS BACK-UP OF THE CRISIS RESOLUTION EFFORT – As a contribution to encourage and mediate the Euro-Russian effort to re-launch a solution-oriented dialogue, we request Euro-BRICS leaders[3] that they[4] convene the first "Euro-BRICS summit for Ukraine" in an effort to establish causes, identify solutions and contribute to put in place the political and diplomatic conditions for a sovereign resolution of the Ukrainian crisis and the prevention of similar crises with other Euro-Russian border states in the future.

Undersigned members of civil society in Europe and the BRICS (academic professors and researchers, think-tank leaders, journalists, business representatives) by alphabetical order:

- *Adriana Abdenur – Professor, Institute of International Relations, PUC-Rio, Rio de Janeiro, Brazil*
- *Jean-Paul Baquiast – Honorary State comptroller / Publisher of www.europe-solidaire.eu, Paris, France*
- *Marie-Hélène Caillol – President LEAP/E2020 (Laboratoire européen d'Anticipation Politique), Paris, France*

- *Jayanthi Chandrasekharan – Assistant Professor, Department of French, Loyola College, Chennai, India*
- *Jose-Maria Compagni-Morales – President FEFAP (Fundación para la Educación y Formación en Anticipación Política), Associate Professor IE Business School, Sevilla, Spain*
- *Taco Dankers – Entrepreneur, software engineer, Dankers & Frank, Consulting and Software Engineering, Amsterdam, The Netherlands*
- *Baudouin De Sonis – Executive manager, e-Forum & EU-China-Forum / Associate director IERI (Institut Européen des Relations Internationales), Brussels, Belgium*
- *Anna Gots – Financial Director, AEGEE-Europe / European Students' Forum, Belgium*
- *Harald Greib – President IRPA (Internationaler Rat für Politische Antizipation), Hamburg, Germany*
- *Christel Hahn – General coordinator AAFB, Germany*
- *Michael Kahn - Professor Extraordinaire, Stellenbosch University, South Africa / Director, Research and Innovation Associates, Cape Town, South Africa*
- *Caroline Lubbers – Project manager Euro-BRICS, Amsterdam, The Netherlands*
- *Bruno Paul - Doctor in Sciences, founder of conscience-sociale.org, Paris, France*
- *Zhongqi Pan – Professor at Center for BRICS studies, Fudan University, Shanghai, China*
- *Sylvain Perifel – Coordinator GEAB, Leap2020, Paris, France*
- *Marianne Ranke-Cormier – President Newropeans, Paris, France*
- *Yi Shen - Associate Professor at Center for BRICS studies, Fudan University, Shanghai, China*
- *Suyuan Sun – Research Associate at Center for BRICS studies, Fudan University, Shanghai, China*
- *Veronique Swinkels - Director general, BBK/Door Vriendschap Sterker, Amsterdam, The Netherlands*
- *Alexander Zhebit – Professor of International relations, Universidade Federal do Rio de Janeiro, Brazil*
- *Jiejun Zhu - Associate Professor at Center for BRICS studies, Fudan University, Shanghai, China*

25/06/2014
LEAP/E2020

Notes:

- 1) This common statement results from a historical video-conference, organised on May 27th by LEAP in partnership with FEFAP and in collaboration with the Fudan University, Shanghai), which gathered 28 representatives from Brazil, China, France, Germany, India, Netherlands, Spain, Russia and Ukraine, on the following theme: "The impact of the Ukrainian crisis on Euro- BRICS, Euro-U.S. and BRICS' relations - A Euro-BRICS exchange of views on the Ukrainian crisis with a view to possible solutions". The convergence of views was striking and led the group to draft this joint statement.
- 2) LEAP and MGIMO launched the Euro-BRICS process in 2009 on this intuition stated here: Why Euro-BRICS? or here: Concept of the 4th seminar
- 3) At least Mr Hollande, Ms Merkel, Mr Modi, Mr Putin, Ms Rouseff, Mr Xi, Mr Zuma.
- 4) Ideally as a side event of the upcoming BRICS Summit in Brazil mid-July; at the latest, early 2015.

. Une déclaration commune Euro-BRICS sur la crise ukrainienne – Trois propositions stratégiques

Nous[1], soussignés, membres de la société civile en Europe et dans les BRICS (chercheurs et professeurs universitaires, responsables de groupes de réflexion, journalistes, dirigeants d'entreprises, représentants de la société civile), souhaitons exprimer notre inquiétude commune quant aux tendances enclenchées par la crise en Ukraine. Ces tendances ont une incidence sur la communauté internationale, menacent entre autre la souveraineté de l'Ukraine et l'indépendance de l'Europe, et provoquent une polarisation malvenue du système international avec des répercussions sur un équilibre géopolitique toujours fragile.

Nous voulons rappeler qu'une transition historique est en cours entre un monde unipolaire avec les Etats-Unis comme seule superpuissance et un monde multipolaire, transition qui doit être soutenue plutôt que contenue. Le monde entier, y compris l'Europe et les Etats-Unis, a tout à gagner à participer ensemble à la réorganisation d'une gouvernance mondiale fondée sur la multipolarité.

Nous tenons à réaffirmer notre analyse[2] selon laquelle l'Europe est en mesure de contribuer positivement à l'émergence pacifique d'un monde multipolaire. En effet, la crise ukrainienne a montré que, alors qu'une Europe indépendante et ouverte contribue à l'émergence d'un monde multipolaire, une Europe unilatérale crée les conditions mêmes d'un monde polarisé entre un bloc occidental et les nouvelles puissances mondiales.

Par conséquent, nous désapprouvons fermement l'interruption des relations euro-russes et ses conséquences négatives sur les relations Euro-BRICS porteuses d'avenir. Nous sommes en total désaccord avec le déploiement de troupes des deux côtés de la frontière euro-russe et en particulier de troupes militaires américaines sur le territoire de l'Europe. Nous nous opposons à l'accroissement de tensions provoqué par le caractère non-concerté des politiques de libre-échange européenne et russe au niveau de pays frontaliers communs tels que l'Ukraine, la Géorgie, la Moldavie, etc...

Nous considérons que la crise ukrainienne nécessite la mise en place d'un espace diplomatique destiné à débattre des droits de l'Europe et de la Russie à organiser leurs marchés communs et des moyens pour que ces marchés coexistent pacifiquement.

Nous tenons également à remarquer que la situation d'urgence humanitaire en Ukraine ainsi que les crimes et les exactions commises contre les populations civiles pendant la crise ukrainienne doivent être traités rapidement et faire l'objet d'enquêtes.

Nous estimons que le cadre de la coopération Euro-BRICS est susceptible de fournir la médiation appropriée pour atteindre un résultat positif.

La situation requiert un sens élevé des responsabilités historiques et de l'intérêt collectif de la part des dirigeants du monde. C'est à ce sens que nous faisons appel à travers cette déclaration :

-> PARTAGER LES RESPONSABILITES COMME PREALABLE – Nous avons convenu que les responsabilités liées à la crise en Ukraine doivent être partagées entre l'Europe et la Russie. Ce n'est que sur cette base de reconnaissance mutuelle des responsabilités de chaque acteur que la paix en Ukraine pourra être reconstruite et les relations euro-russes relancées.

-> RELANCER LES RELATIONS EURO-RUSSES POUR CREER LES CONDITIONS D'UNE SORTIE DE CRISE MENEES PAR L'UKRAINE – Il appartient aux Ukrainiens de s'organiser et de reconstruire la paix en Ukraine. Cependant, les tensions entre les Ukrainiens pro-russes et pro-européens ne se désamorceront pas si les tensions entre la Russie et l'Europe ne se désamorcent pas en premier lieu. Par conséquent, au nom de la paix en Ukraine, nous appelons les dirigeants européens et russes à relancer un dialogue constructif. Par ailleurs, nous souhaitons encourager les médias à fournir une information plus objective et à corriger toute désinformation susceptible de mener à de futurs conflits.

-> UN SOUTIEN EURO-BRICS A L'EFFORT DE SORTIE DE CRISE – En guise de contribution à encourager et soutenir l'effort euro-russe pour la relance d'un dialogue de sortie de crise, nous appelons les dirigeants Euro-BRICS[3] à convoquer très rapidement[4] le premier "sommet Euro-BRICS pour l'Ukraine" qui aura pour objet d'établir les causes, d'identifier les solutions et de contribuer à mettre en place les conditions politiques et diplomatiques pour une résolution souveraine de la crise ukrainienne et pour la prévention de crises similaires avec d'autres États frontaliers euro-russes à l'avenir.

25/06/2014

Ont signé la présente déclaration, les personnes suivantes, représentantes de la société civile en Europe et dans les BRICS (professeurs universitaires, chercheurs, dirigeants de groupes de réflexion, journalistes, représentants d'entreprises) par ordre alphabétique :

- *Adriana Abdenur – Professeur, Institut des Relations Internationales, PUC-Rio, Rio de Janeiro, Brésil*
- *Jean-Paul Baquiast – Honorary State controller / Editeur de www.europe-solidaire.eu, Paris, France*
- *Marie-Hélène Caillol – Présidente LEAP/E2020 (Laboratoire européen d'Anticipation Politique), Paris, France*
- *Jayanthi Chandrasekharan – Assistant Professor, Département de français, Loyola College, Chennai, Inde*
- *Jose-Maria Compagni-Morales – Président FEFAP (Fundación para la Educación y Formación en Anticipación Política), Associate Professor IE Business School, Séville, Espagne*
- *Taco Dankers – Entrepreneur, software engineer, Dankers & Frank, Consulting and Software Engineering, Amsterdam, Pays-Bas*
- *Baudouin De Sonis – Executive manager, e-Forum & EU-China-Forum / Associate director IERI (Institut Européen des Relations Internationales), Bruxelles, Belgique*
- *Anna Gots – Directrice financière, AEGEE-Europe / European Students' Forum, Bruxelles, Belgique*
- *Harald Greib – President IRPA (Internationaler Rat für Politische Antizipation), Hambourg, Allemagne*
- *Christel Hahn – Coordinatrice générale, AAFB, Allemagne*
- *Michael Kahn - Professor Extraordinaire, Stellenbosch University, South Africa / Director, Research and Innovation Associates, Cape Town, South Africa*
- *Caroline Lubbers – Project manager Euro-BRICS, Amsterdam, Pays-Bas*
- *Bruno Paul - Doctor in Sciences, founder of conscience-sociale.org, Paris, France*
- *Zhongqi Pan – Professor at Center for BRICS studies, Fudan University, Shanghai, Chine*
- *Sylvain Perifel – Coordinateur GEAB, Leap2020, Paris, France*
- *Marianne Ranke-Cormier – Présidente Newropeans, Paris, France*
- *Yi Shen - Associate Professor at Center for BRICS studies, Fudan University, Shanghai, Chine*
- *Suyuan Sun – Research Associate at Center for BRICS studies, Fudan University, Shanghai, Chine*
- *Veronique Swinkels – Directrice Générale, BBK/Door Vriendschap Sterker, Amsterdam, Pays-Bas*
- *Alexander Zhebit – Professor of International relations, Universidade Federal de Rio de Janeiro, Brésil*
- *Jiejun Zhu - Associate Professor at Center for BRICS studies, Fudan University, Shanghai, Chine*

Notes:

[1] Cette déclaration commune a été prise à l'issue d'une vidéo-conférence historique, organisée le 27 mai par LEAP en partenariat avec FEFAP et en collaboration avec l'Université Fudan de Shanghai, qui a réuni 28 représentants d'Allemagne, Brésil, Chine, Espagne, France, Inde, Pays-Bas, Russie et Ukraine, sur le thème suivant: "L'impact de la crise ukrainienne sur les relations Euro-BRICS – Un échange de points de vue Euro-BRICS sur la crise ukrainienne en vue de solutions possibles". Les points de convergence ont été frappants et ont conduit le groupe à rédiger cette présente déclaration conjointe.

[2] LEAP et MGIMO ont initié le concept Euro-BRICS en 2009 comme cela a été établi dans ce document: [Why Euro-BRICS?](#) Ou ici: [Concept of the 4th seminar](#)

[3] Au moins M. Hollande, Mme Merkel, M. Modi, M. Poutine, Mme Rouseff, M. Xi, M. Zuma.

[4] Idéalement, en marge du Sommet BRICS qui doit se tenir au Brésil mi-Juillet; au plus tard, début 2015.

. "Un nouveau souffle pour le Conseil de l'Europe ?" par Frank BIANCHERI

Plus ancienne institution européenne, le Conseil de l'Europe a été un facteur essentiel de l'intégration progressive du continent, notamment en matière de droits de l'Homme et de valeurs communes. Mais lui attache-t-on assez d'importance et lui donne-t-on assez de pouvoir aujourd'hui ?

Le Conseil de l'Europe, facteur essentiel de l'intégration progressive du continent, notamment en matière de droits de l'Homme et de valeurs communes, certes. D'ailleurs, à ce jour, la Cour européenne des Droits de l'Homme (cour suprême européenne en la matière ; et référence mondiale) est bien un appendice du Conseil de l'Europe, pas de l'Union européenne. Mais depuis deux décennies, le Conseil de l'Europe a perdu de son attractivité, en perdant une partie de sa raison d'être initiale, qui était de contribuer à la paix et à la démocratisation du continent européen. Il a été surtout éclipsé par une Union européenne qui a, de facto, phagocyté l'essentiel de ses membres ; car elle dispose d'une capacité d'action infiniment supérieure, du fait de l'importance de son budget et de son système d'intégration politique (alors que le Conseil de l'Europe reste un organisme inter-gouvernemental). Le constat aujourd'hui est donc simple : plus de mission claire, pas assez de moyens et une structure de décision obsolète. On pourrait donc en déduire qu'il faut laisser mourir le Conseil de l'Europe de sa belle mort.

Ce serait là une erreur, voire une grave faute politique de la part des pays de l'Union européenne qui constituent la majorité du Conseil de l'Europe. En effet, ce n'est pas parce qu'aucune mission nouvelle n'a encore été assignée au Conseil de l'Europe qu'il n'existe pas pour autant le besoin d'une telle institution. Cette vocation s'étale pourtant à longueur de journaux dans l'UE et risque même de faire échouer le projet de Constitution européenne : il s'agit de la question du voisinage de l'Union européenne.

L'épineuse gestion du « voisinage européen »

On constate combien les actuels dirigeants européens sont empêtrés dans cette question. Ils n'arrivent que difficilement à mettre sur pied un embryon de politique de voisinage ; ils sont en opposition durable avec les opinions publiques sur la question de la Turquie ; et enfin, ils sont perplexes devant la question ukrainienne.

Pourtant ce n'est que le début d'une problématique plus vaste qui verra d'ici 10 ans, la Russie, le Liban, Israël, le Maghreb entrer dans la danse. Alors, il est plus qu'urgent de se rendre compte que les pays du voisinage de l'UE recherchent deux choses simples : la stabilité politique et la prospérité économique, d'une part, et l'accès à la modernité politique et aux valeurs qui lui sont identifiées (démocratie, droits de l'Homme...), d'autre part.

Seules des élites « compradores », c'est-à-dire, en fait sous dépendance complète de l'UE ou des Etats-Unis, peuvent dans les vingt ans à venir souhaiter une intégration à l'UE en voulant ignorer les coûts politiques, culturels et sociaux qu'une telle opération représenterait pour leur peuple et leur pays. Il va donc falloir trouver une alternative.

Vers la "maison commune européenne"

L'UE est donc aujourd'hui, et pour au moins deux décennies, dans une sorte d'impasse quant à ses relations avec ses voisins, étant écartelées entre une logique historique d'élargissement ; et une impossibilité politique de le faire. Parallèlement son aspiration, maintes fois répétées, à développer une relation particulière avec ses voisins, inspirée de son propre processus d'intégration entre égaux, se heurte à la réalité de la disproportion de sa propre puissance par rapport à celle de ses voisins (même avec la Russie, le rapport entre les deux PNB se situe dans un rapport de 1 à 250). Pour cette raison, il devient urgent d'examiner l'apport essentiel que pourrait constituer le renforcement du rôle du Conseil de l'Europe dans cette complexe relation entre l'UE et ses voisins. Le Conseil de l'Europe peut aisément devenir l'institution politico-juridique de « gestion » d'une zone dénommée « voisinage européen ». Il est de facto le seul détenteur sérieux du label « européen » fondé en effet sur valeurs. L'UE est une construction économique-politique qui poursuit des finalités différentes. Il possède l'expérience et la base géographique pour être cette « maison commune européenne » qu'en d'autres temps un Gorbatchev appelait de ses vœux.

Rapprochement russo-européen

Nombre de voisins de l'UE sont en fait demandeurs d'une telle évolution, qui se savent ou se sentent Européens, mais n'aspirent pas à se fondre dans l'UE. Je sais de source sûre, par exemple, que la Russie va prochainement souligner son attachement à une telle évolution du Conseil de l'Europe. Et pour l'UE, qui gardera de facto, un rôle-clé sur les aspects économiques des relations avec ses voisins, il y a tout à gagner politiquement à transférer pour une vingtaine d'années la gestion d'une partie de ses relations de voisinage à l'enceinte du Conseil de l'Europe ... car ce qu'elle transférera ce sera surtout une série de problèmes.

En termes pratiques, une fois définie la mission, l'évolution du mode de fonctionnement se fera rapidement. Une hausse des moyens financiers, une implication systématique dans l'extension des programmes communautaires vers les voisins de l'UE (recherche, éducation, environnement, ...) et la nomination d'une équipe cohérente d'une dizaine de responsables politiques et administratifs soutenus par leurs Etats suffiraient largement à remettre la machine en marche.

Mais là encore, comme sur beaucoup de thèmes essentiels de l'agenda européen actuel, où se trouvent les (ou le) leaders politiques qui vont mettre la question sur le tapis de la "maison commune"

Franck Biancheri
vendredi 8 avril 2005

. Déclaration de Newropeans à l'attention de Mme Merkel et de Mr Hollande

Newropeans – 19/02/2014

Newropeans se réjouit que le couple franco-allemand décide de prendre en main le dossier ukrainien, pour tenter de trouver une sortie à la crise violente que traverse ce pays. Une crise dans laquelle l'UE a une très grande part de responsabilité, ayant fait notamment miroiter des promesses qu'elle sait bien ne pas pouvoir tenir, parce qu'elle ne sont pas du ressort décisionnel final ni de la Commission européenne, ni de son service aux affaires internationales.

Newropeans cependant, appelle les deux chefs d'état, qui seront également leaders dans la définition de la nouvelle stratégie de l'Europe, et notamment de l'Euroland dans sa politique de de voisinage, de mesurer la portée de leurs déclarations tant vis à vis du gouvernement Ukrainien que de la société civile, et de la Russie. Les violences doivent être condamnées, mais elles doivent l'être de part et d'autre, du gouvernement qui n'a pas su contenir les tragiques dérapages de ses forces de l'ordre, et de l'opposition qui s'est constituée en véritable milice para-militaire pour une lutte sans merci contre le pouvoir en place.

Newropeans demande que soit mis en place une conférence nationale ukrainienne, sous l'égide du couple franco-allemand et de la Russie, avec toutes les composantes de la société civile ukrainienne, pour demander aux protagonistes de déposer leurs armes, encadrer un processus électoral démocratique et obtenir l'engagement que les parties respecteront le choix du peuple à décider de l'avenir de l'Ukraine.

En aucun cas la proposition franco-allemande ne doit laisser croire qu'un processus d'élargissement pourrait être envisagé. Celui-ci est du ressort de la volonté des peuples européens et ukrainiens, et non d'une poignée d'agitateurs et de technocrates sans mandat démocratique.

Les valeurs européennes sont celles qui gouvernent l'union des peuples, elle fait la force des Européens, elle n'est pas de provoquer une division des peuples et des pays. L'Ukraine dans le monde d'aujourd'hui a une place et un rôle central à jouer entre deux grandes puissances qui se partagent pacifiquement le même continent. Il ne nous appartient pas à l'obliger à choisir son camp.

. Ukraine: Statement of Newropeans to the attention of Ms. Merkel and Mr. Hollande

Newropeans – 19/02/2014

Newropeans welcomes the Franco-German couple deciding to take control of the Ukrainian case, trying to find an exit to the violent crisis in that country. A crisis in which the EU has a very large share of responsibility, having particular dangled promises she knows she can not keep, because the EU, the European Commission or its high Representative for International Affairs, does not have the final decision power on this issue.

Newropeans however, calls the two heads of state, who will be leaders in defining the new strategy of Europe, including Euroland's policy of neighbourhood, to measure the impact of their statements against the Ukrainian Government and civil society, and Russia. Violence must be condemned, but that must be done on both sides, the government has failed to contain the excesses of its security forces and the opposition is made of real paramilitary militia fighting with no mercy against the current power.

Newropeans calls to set up a national Ukrainian conference, under the auspices of the Franco-German couple and Russia, with all the components of the Ukrainian civil society to ask the players to lay down their arms, frame a democratic electoral process and obtain the commitment that the parties will respect the choice of the citizens to decide upon the future of Ukraine.

In any case the Franco-German proposal should in no way suggest that an enlargement process could be considered. This is the responsibility and the willingness of European and Ukrainian people, not of a handful of agitators and technocrats without a democratic mandate.

European values are those that govern the union of peoples, this makes the strength of the Europeans, and not to cause a division of the people and the country. In today's world the Ukraine has a place and a central role to play between two great powers who peacefully share the same continent. We should avoid to force them to make a choice.

. Aufruf von Newropeans an Merkel und Hollande

Newropeans – 19/02/2014

Newropeans begrüßt es, dass das deutsch-französische Tandem eine aktive Rolle in der ukrainischen Angelegenheit übernehmen will, um nach einer Lösung der gewaltsamen Krise in diesem Land zu suchen. Eine Krise, für die die EU einen sehr großen Anteil an Verantwortung trägt, insbesondere weil sie Versprechungen gemacht hat, von denen sie weiß, dass sie sie nicht halten kann, weil die EU d.h. die Europäische Kommission bzw. ihre hohe Vertreterin für Außen- und Sicherheitspolitik allein keine endgültigen Entscheidungen in dieser Sachen treffen kann.

Newropeans fordert die beiden Staatschefs, die federführend bei der Festlegung der neuen Europäischen Strategie, einschließlich einer Euroland-Nachbarschafts Politik sein werden, auf, sich der Auswirkungen ihrer Aussagen gegenüber der ukrainischen Regierung und Zivilgesellschaft und gegenüber Russland bewusst zu sein. Gewalt muss verurteilt werden, aber das gilt für beide Seiten, die Regierung hat es versäumt, die Übergriffe ihrer Sicherheitskräfte einzudämmen, und die Opposition besteht aus paramilitärischen Milizen, die gnadenlos gegen die jetzige Macht kämpfen.

Newropeans fordert die Einrichtung einer ukrainischen Nationalkonferenz unter Schirmherrschaft des deutsch-französischen Tandems und Russlands, mit allen Kräften der ukrainischen Zivilgesellschaft, um die Konfliktparteien aufzufordern, ihre Waffen niederzulegen, eine demokratische Wahl vorzubereiten und von den Konfliktparteien die Zusicherung zu erhalten, dass sie die Entscheidung der ukrainischen Bürger für die Zukunft der Ukraine respektieren werden.

Der deutsch-französische Vorschlag sollte in keiner Weise suggerieren, dass ein Erweiterungsprozess in Betracht gezogen werden könnte. Das kann nur in der Verantwortung der Menschen in Europa und der Ukraine liegen - sofern sie es wollen - und nicht einer Handvoll Agitatoren und Technokraten ohne demokratisches Mandat.

Die Europäischen stehen für die Gemeinschaft der Menschen, darin besteht die Stärke der Europäer, und nicht für eine Spaltung der Menschen und des Landes. In der Welt von Heute hat die Ukraine ihren Platz und spielt eine zentrale Rolle zwischen zwei großen Mächten, die friedlich auf einem Kontinent koexistieren. Wir sollten es vermeiden, sie zu zwingen, sich für eine einzige Seite zu entscheiden.

(Newropeans 2009)

3. International politics of the EU under democratic control:

Newropeans believes that the international politics of the EU can only be effective and legitimate when they are based on the pillars of democratic processes, this means:

- Transparent decision making in regard to the stipulations of international politics of the European Union, including international trading politics, and especially the EU positions regarding the decision making bodies of the large multi-lateral institutions (UNO, WTO, International Monetary Funds, World bank,...);
- An annual debate in the EP regarding practices of European Foreign Policy of the coming years and subsequent ballot with qualified majority. These practices would be initially submitted to the EP by the present highest authority for joint foreign and defence politics at a 22later stage by the minister of international affairs in the European Parliament;
- Voting of the EP on every Mission of European troops. This measure can only be adapted once a joint defence policy has been agreed upon, which defines the military structures of European politics. Newropeans will open the debate on this in the II quarter of 2007. In the meantime Newropeans recommends a voting of the European council with a simple majority concerning military missions within a multilateral framework (EU or NATO);
- A trans-European referendum with a double majority (majority of European citizens and majority of the member states) to decide upon any future EU enlargement. This process shall ensure that the European citizens can directly and indirectly influence the complete practices of European international politics - and not short sighted national interest groups, private lobbies or external European influences, which all stand in contradiction to the aims of democratising the central points of the political project of the Newropeans.

IV. Instruments for an EU international policy:

1. Putting together diplomatic resources:

For Newropeans, it is obvious that putting together part of our member states' diplomatic resources is a necessity.

- On the one hand, even the richest of our countries no longer have sufficient financial resources to finance their entire diplomatic system; an economy of scales is required;
- On the other hand, the implementation of a common EU international policy requests the set up of common tools and human resources.

For Newropeans, it is time to restrict intra-EU diplomatic services to institutions with cultural, scientific or consular missions solely. The era of having embassies throughout member states is over and Newropeans will strive to further this trend in the years to come. In the same way, it is important to take a large part of EU policies away from member states' foreign ministries toward ad hoc administrations placed under the direct responsibility of heads of government.

Such a move will enable diplomats to concentrate more on the international policies of the EU as much as of their country, instead of dealing with EU affairs as much as with international affairs.

Thus, the suppression of the 26 intra-EU embassies of each of the 27 member states (702 in ambitious common diplomacy. Newropeans suggests that half of the money saved here is used to finance the common EU diplomatic body and its instruments.

According to Newropeans, these key instruments are the following:

- creation of a fixed-term status of European diplomat (10 years maximum), requiring the command of at least three EU languages plus one non-EU language. The limited duration of the position will result in more staff rotation and greater exchange among national diplomats and sectors of activity.
- creation of a strong training network of diplomacy schools, enabling future diplomats to train in three different EU countries and two non-EU countries.
- EU support to the development of « European houses » gathering embassies or consular services in third countries. Such « European houses » could gather only part of EU member states along regional or linguistic affinities (Scandinavia, Latin, Slavish...) or along more political affinities. This in fact is already happening in some third countries with Scandinavian, Franco-German or Franco-British regroupings.

2. Strengthening the role of non-institutional European networks:

For Newropeans, the players who best illustrate the EU's ambition « to become the most influential while refusing to become the most powerful global player » are those noninstitutional European networks, made up of associations, universities, local authorities, research centres, medias, etc.

Non-institutional European networks have already knitted a very dense web all over the planet thanks to their multiform action. They are the natural and spontaneous vehicles of the EU's general international political message. Their strength is tangible and based on exemplification, because they gather people living with those whom we want to build lasting international relations with.

However, Newropeans is aware that the activity and utility of these non-institutional networks depend on the reality of their being non-institutional and of their remaining a reflection of the European society's diversity. Therefore they should not become "auxiliaries" of the diplomacy or the institutions.

For this reason, Newropeans proposes three very tangible key-measures aimed at supporting and developing the momentum provided by these non-institutional networks, while positively balancing the

relation between financial backers and non-institutional players:

- to increase EU and national budgets available for these actions. Part of the money saved from the suppression of intra-EU embassies could be used to that purpose.

29- to consult via Internet on a yearly basis all non-institutional partners funded through EU international programmes, in the framework of general evaluations of these programmes. The result of these yearly evaluations will be directly sent to both the common executive and the European Parliament, without any interference on the part of the institutions in charge of the programmes.

- to develop within the European diplomatic body and the national diplomatic services, common teams in charge of assessing the quality of the action conducted by non-institutional players.

3. An independent common defence: Besides direct defence of the EU and the security of its citizens, the common EU defence should serve the action of the United Nation in favour of peace, stability and the implementation of international law. Newropeans' position regarding the European defence policy will be discussed in a specific debate once the proposition on a common international policy has been adopted

Extrait GEAB (juin 2006) - Frontières de l'UE - Fin du mythe de l'élargissement éternel

Les difficultés croissantes que rencontre le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne contrastent avec la mise en place progressive d'une accession « par morceaux » de l'ex-Yougoslavie (26) (la Slovénie est déjà membre et la Croatie entame son processus d'adhésion tandis que se multiplient les propositions pour intégrer les autres pays balkaniques).

Ce contraste est d'ailleurs d'autant plus saisissant si l'on compare l'évolution des opinions publiques en ce qui concerne l'UE dans les différents pays concernés. En Turquie, l'image de l'UE et de la perspective d'adhésion se détériorent régulièrement depuis la fin 2004 (date symbolique du « feu vert » européen aux négociations) ; alors que dans les pays de l'ex-Yougoslavie on constate l'évolution inverse.

Pour les opinions publiques européennes, sur fond généralisé de « ras-le-bol » d'un élargissement sans fin (27), l'équipe de LEAP/E2020 constate une évolution essentielle qui peut expliquer ces évolutions divergentes : les citoyens européens rejettent désormais deux éléments bien particuliers de l'élargissement, à savoir d'une part les « gros » élargissements qui impliquent des pays à forte population pouvant remettre en cause les grands équilibres internes de l'UE, et d'autre part, les élargissements qui ne « finalisent » pas la construction européenne mais qui au contraire la projettent toujours plus loin dans une identité et des limites incertaines.

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant de constater une forte et croissante opposition populaire à l'adhésion de la Turquie ou de l'Ukraine (qui n'a même pas de statut de candidat), alors que l'adhésion des Balkans, sans soulever d'enthousiasme, ne suscite pas d'oppositions marquées. En effet, l'accession de la Turquie ou de l'Ukraine à l'UE entraînerait une redéfinition fondamentale de l'identité de l'UE et de ses limites ; alors que l'adhésion des pays balkaniques apparaît comme une « finition » du travail d'unité continentale entamé il y a 50 ans. Par ailleurs, les populations concernées dans les Balkans sont très faibles proportionnellement à celles de l'UE. Alors que Turquie ou Ukraine impliqueraient des bouleversements démographiques dans l'UE.

Pour les chercheurs de LEAP/E2020, qui sont convaincus que désormais la seule force politique interne dans l'UE se trouve du côté des opinions publiques (28), puisque les institutions sont en panne durable de légitimité, de compétence opérationnelle et de vision d'avenir, l'évolution des relations de l'UE avec la Turquie et l'Ukraine d'une part, et les pays balkaniques d'autre part, est donc aisément anticipable et n'a que très peu de choses à voir avec l'agenda officiel de l'UE. Les élargissements à venir sont en effet tout autant hors de portée des décisions des institutions que ne l'est l'avenir du projet de constitution de l'UE. Ni la Turquie, ni l'Ukraine n'adhéreront à l'UE dans les vingt années à venir ; en revanche, dans le même temps, voire même dans le temps d'une décennie, l'ensemble des Balkans sera intégré à l'UE.

Selon LEAP/E2020, pour éviter une impasse dangereuse, au plus tard d'ici 2010, après les prochaines élections européennes qui, à travers toute l'UE, sanctionneront les partis politiques favorables aux « grands élargissements orientaux », l'UE sera obligée de proposer à la Turquie un « partenariat stratégique » en signifiant clairement que c'est l'alternative imposée à un processus d'adhésion ne menant nulle part sinon à la montée de sentiments anti-Turcs dans l'UE, et anti-Européens en Turquie. A cette date, le pouvoir turc, dans sa forme duale de « démocrates-islamiques » et de « militaires-laïcs » sera d'ailleurs très largement demandeur de cette alternative puisqu'il n'a aucun intérêt à une adhésion réelle. En effet, pour chacune des deux composantes du pouvoir turc, l'adhésion à l'UE n'est utile que comme « projet » permettant de mobiliser la population, en aucun cas comme « réalisation effective » détruisant les bases non démocratiques ou non laïques de l'un ou l'autre groupe.

Paradoxalement, selon les chercheurs de LEAP/E2020, la solution au « jeu de dupes » UE-Turquie, qui se poursuit depuis 40 ans, sera fournie par la Russie. La Turquie refusera en effet toute alternative à l'adhésion qui la placerait dans un espace dit de « voisinage » où elle côtoierait les pays du Maghreb, l'Égypte, le Liban ... Les Turcs (dirigeants et peuple confondus), pour des raisons historiques évidentes, estiment appartenir à une autre « catégorie de joueurs » que ces pays-là. Or, il existe actuellement un pays qui appartient à la « catégorie » à laquelle les Turcs estiment appartenir (c'est-à-dire les « Grands »), et qui ne souhaite pas entrer dans l'UE tout en voulant construire un partenariat particulier avec elle, « un partenariat stratégique » : c'est la Russie.

Comme l'a fait remarquer l'équipe LEAP/E2020 qui participait au séminaire GlobalEurope UE-Russie 2020 en Octobre dernier à Moscou (29), ce qui manque aujourd'hui dans l'offre de l'UE à la Turquie c'est justement ce type de partenariat permettant à la Turquie de sortir « par le haut » de l'impasse évidente que constitue le processus d'adhésion. Etre dans la même catégorie que Moscou, c'est assurément autre chose, vu d'Ankara, qu'être classé avec Tunis, Beyrouth ou Alger. Pour l'UE, le bénéfice est évident puisque cela supprime l'un des phénomènes les plus corrosifs qui soit pour ce qui est de sa relation à son opinion publique. Pour Moscou, une telle compréhension ne peut qu'aider à convaincre les institutions communautaires réticentes d'abandonner leur attitude condescendante pour réellement s'engager sur un vrai partenariat durable. Cette évolution est en fait déjà en cours du fait même des questions liées à l'énergie (30).

Excerpt GEAB (June 2006) - EU borders - The end of the myth of eternal enlargement: Turkey-Ukraine, two countries which will not join the EU / The Balkans, last enlargement of the next 20 years / Russia, the key to solve the EU-Turkey problem

The increasing difficulties of the process of Turkey entering the European Union contrasts with the progressive entry "piece by piece" of the former Yugoslavia (26) (Slovenia is already a member and Croatia is starting its integration process while proposals to integrate the other Balkan countries multiply). This contrast is all the more striking if one compares the evolution in public opinion with regard to the EU in the various countries concerned. In Turkey, the image of the EU and prospect for integration have been deteriorating regularly since the end of 2004 (the symbolic date of the EU "green light" to negotiations); whereas in the countries of former Yugoslavia the opposite trend can be seen.

As far as the European public opinion is concerned, with a general background of "tiredness" with the endless enlargement (27), the team of LEAP/E2020 notes an essential evolution which can explain these divergent developments: European citizens now reject two very specific elements of the enlargement, namely on the one hand "big" enlargements which imply countries with large populations which can call into question the great internal balance of the EU, and on the other hand, enlargements which "do not finalize" the European construction but which, on the contrary, push identity and limits towards more uncertainty.

Under these conditions, it is not surprising to see a strong and increasing popular opposition to the integration of Turkey or the Ukraine (which does not even have the statute of a candidate), whereas the integration of the Balkans, without raising enthusiasm, does not cause strong oppositions. Indeed, the accession of Turkey or the Ukraine to the EU would involve a fundamental redefinition of the identity of the EU and its limits; whereas the integration of the Balkan countries seems a "completion" of the work of a continental unity started 50 years ago. In addition, the populations concerned in the Balkans are proportionally very small compared with those of the EU, whereas Turkey or Ukraine would imply demographic upheavals in the EU.

For the researchers of LEAP/E2020, who are convinced that the only internal political force in the EU is now on the side of the public opinion (28) (since the institutions lack legitimacy, operational competence and vision for the future), the evolution of the relations of the EU with Turkey and the Ukraine on the one hand, and with the Balkan countries on the other hand, is thus easy to anticipate and has only a very little to do with the official agenda of the EU. Future enlargements are indeed as much out of reach of institutional decisions as the future of the EU constitutional project. Neither Turkey, nor Ukraine will enter the EU in the twenty years to come. However, at the same time, and even in a period of one decade, the whole of the Balkans will be integrated into the EU.

LEAP/E2020 believes that in order to avoid a dangerous dead end, at the latest sometime between now and 2010, after the next European elections which throughout all the EU will sanction the political parties in favour of the "great Eastward enlargement", the EU will be obliged to propose Turkey with a "strategic partnership" and clearly explain that it is the alternative imposed on a process of integration here but to the rise of anti-Turkish feelings in the EU, and anti-European feelings in Turkey. At this stage, the Turkish power, in its dual form of a "democrat-Islamic" and "military-secular" set-up will be largely open to such an alternative since it does not have any interest in a real integration. Indeed, for each of the two components of the Turkish power, EU integration is useful only as a "project" making it possible to mobilize the population, but in no case as an "effective realization" destroying the non secular or non democratic bases of one or other group.

Paradoxically, according to LEAP/E2020 researchers, the solution to this EU-Turkey "fools game", which has gone on for 40 years, will be provided by Russia. Turkey will indeed reject any alternative to the integration which would place it in a zone known as "vicinity" where it would be together with the Maghreb countries, Egypt, Lebanon... The Turks (leaders and population), for obvious historical reasons, believe they belong to another "category of players" than these countries. However, there is currently a country which belongs to the "category" to which the Turks estimate they belong (i.e. the "big players") and who does not wish to enter the EU, while wanting to build a particular partnership with it, "a strategic partnership", and it is Russia.

As pointed out by the LEAP/E2020 team, which took part in the 2020 GlobalEurope EU-Russia seminar last October in Moscow (29), what is missing today in the EU offer to Turkey is precisely a type of partnership allowing Turkey to walk away from the obvious dead end that the process of integration is "with their heads held high". To be seen in the same category as Moscow is undoubtedly better - seen from Ankara - than being classified with Tunis, Beirut or Algiers. For the EU, the benefit is obvious since that removes one of the most corrosive phenomena in its relationship with the public opinion. For Moscow, such a comprehension can only help to convince the reticent community institutions to give up their condescending attitude and really begin a true and long-lasting partnership. This evolution is in fact already in process because of questions relating to energy (30).

DIE MITGLIEDSCHAFT IN DER WESTLICHEN STAATENGEMEINSCHAFT WIRD ZUR IDEOLOGIE

GEAB 84 (Abstrakt)

Es ist die grundlegende Erkenntnis der Politischen Antizipation, dass Systeme, die nicht vermögen, sich an grundlegende historische Tendenzen anzupassen, diesen nur eine gewisse Zeit zu widerstehen vermögen, egal wie intensiv ihr Widerstand mit Geld, Waffen und Blut auch sein mag; letztendlich setzen sich die Tendenzen durch und lassen die Systeme als Ruinen zurück.

Als der Kommunismus Ende der achtziger Jahre zusammenbrach, war dies der Zusammenbruch einer Ideologie, was den betroffenen Ländern ermöglichte, wieder Anschluss an die Entwicklung der realen Welt zu finden. Der Zusammenbruch der amerikanischen Welt in den zehner Jahren des 21. Jahrhunderts ist genau das Gegenteil davon: Die amerikanische Welt war lediglich ein Herrschaftssystem, das die Gegebenheiten und die Dynamik seiner Zeit (zunehmende Handelsströme und Wirtschaftswachstum in einer bipolaren Welt) zu seinen Gunsten zu nutzen vermochte¹⁴. Aber es war auch abhängig von der Existenz des antagonistischen Blocks, zu dem es als besseres Gegenmodell diente. Mit dem Verschwinden des Ostblocks ließ sich der natürliche Herrschaftsanspruch der USA im Westen nicht mehr aufrechterhalten. Seit 20 Jahren schlingert das System in einer Abfolge von größeren und kleineren Krisen. Die 2008 einsetzende umfassende weltweite Krise war die Folge der zu großen Abweichung zwischen dem US- System und den neuen Realitäten der sich verändernden Welt, deren neue Tendenzen sich immer mehr durchsetzten, bis der Abstand so groß wurde, dass alle politischen Bemühungen ihn nicht mehr zu überbrücken vermochten. Europa hingegen konnte sich ohne besondere Schwierigkeiten den neuen Gegebenheiten anpassen ; es hätte, wenn dies von den USA gewollt gewesen wäre, ihnen helfen können, sich in der neuen Welt einen Platz zu schaffen. Aber die Amerikaner sahen nur, was sie verloren und versuchten, das Unvermeidbare hinauszuschieben, statt sich mit weniger zufriedener zu geben. Aber die gegenwärtige Entwicklung entfernt uns von diesem Szenario. Stattdessen wird mit aller Macht versucht, das Rad der Geschichte zurückzudrehen und wieder eine Epoche der Blockbildung und Konfrontation einzuläuten. Nur dass diesmal der Westen sich auf der falschen Seite des Eisernen Vorhangs wiederfindet und Schwierigkeiten hat, eine Rechtfertigung dafür zu finden, warum er sich nun in einem eigenen Block vom Rest der Welt abschotten muss.

FROM THE WEST TO WESTERNISM

(GEAB 84 – abstracts)

Political anticipation is there to remind us that when a system is no longer able to adapt to underlying historical trends (and the emergence of new fundamentals is an underlying historical trend characteristic of the 21st century), time freezes and gets bogged down to make room for these stone ages to which history is accustomed, ideological totalitarian regimes of all kinds which usually unravel in blood to allow trends to renew their course.

What distinguishes the fall of State communism at the end of the 80s and the collapse of the American world of the first decade of this century is that the first was the end of an ideological system and the return of the regions involved to the real world, whilst in the second case it's really the opposite which has happened: the American world was quite simply a dominant system, adapted to the characteristics of its time, surfing the actual dynamics of exchanges and relationships¹⁵.

But the American world that sailed on the reality imposed by the planet's bipolar character began to divorce from reality in general with the underlying change in this reality in 1991. In 20 years the system began to increasingly malfunction. The global systemic crisis unleashed in 2008 corresponded to a simultaneous exit from the system's natural track (negative) and the emergence of new structural features (positive).

As for Europe, it easily found its place in these new features as we have often said, and it's inclusion in the new paradigm was even likely to help the US, naturally the biggest loser in the transition to find its place in the new setup.

But the current route distances us from this scenario. In its place we are seeing an attempt to put a backward step in place, towards a bipolar world built on confrontation. And this time it's the West which is in the wrong, which must establish an ideology, a "Western-democratism" (or something like that), to justify the erection of a paranoid closed system.

14 Im Gegensatz zu dem, was viele behaupten, ist der Kapitalismus keine Ideologie, sondern eine durch alle Zeiten hindurch geltende Wirklichkeit, die in der Lage ist, gutes (wenn der geschaffene Reichtum im Interesse aller und des Gemeinwohls eingesetzt wird) wie auch böses zu schaffen (wenn der Reichtum überwiegend von einer kleinen Minderheit gekapert wird).

15 Contrary to what some claim, capitalism isn't an ideology, it's a timeless reality capable of producing the best (when the wealth created serves the interest and well-being of the common good) as the worst (when the grabbing of this wealth by a minority predominates).

For truly European and democratic European elections

A true democracy in Europe will only be possible if the European parliament is elected by all European voters in a single trans-european election, acquiring a trans-european legitimacy and in consequence becoming possibly the source of a truly European political will, which will be all but just the smallest common denominator of the programs of more than one hundred national parties.

Then and only then will the elections of the European Parliament have become genuine European elections. The present system is a pure labelling fraud, masking the sad truth of national parties' monopoly of the European political system.

We European citizens and New Europeans, the first European citizen movement created to democratize the European Union, require that the European elections be truly European and democratic.

To do so:

1. The European election must take place the same day in every member state of the European Union.
2. Procedures of the election implemented must be identical and guarantee the largest representativity and prevent to fostering the bigger parties with unfair, biased and undemocratic methods: In particular methods of voting and used methods of proportionality must not foster the already existing larger parties if not fostering the smaller and new parties.
3. The signatures requirement (if maintained) must be the same for every party from the same member state, this one being new or already established. The required number of signatures must be reasonable, based on a similar procedure within the European Union and apply for each party (and not only the new ones).
4. Materials of the election must be entirely financed at best by the European Union, or at least by every member state of the European Union: This to ensure a true and unbiased representativity of independent parties, based on a similar access for each party.
5. The legal civil age to participate at these elections, as a voter or as a candidate must be the same in every member state: This is the condition to ensure an homogenous representativity within the European Union.

Eine wirkliche Demokratie wird in Europa erst möglich sein, wenn das Europäische Parlament von allen Wählern in einer einzigen gesamteuropäischen Wahl gewählt und damit gesamteuropäisch legitimiert sein wird; wenn das EP das Resultat einer gesamteuropäischen Willensbildung und einer Wahl zwischen europäischen Parteien sein wird, und nicht nur das Ergebnis von 27 parallelen nationalen Wahlen, in denen mehr als 100 nationale Parteien in das EP gesandt werden.

Dann und nur dann werden die Wahlen zum Europäischen Parlament echte europäische Wahlen sein. Das heutige System ist ganz einfach ein Etikettenschwindel, der die traurige Wahrheit verschleiern soll, dass die nationalen Parteien ein Monopol auf das politische System der EU besitzen.

New Europeans, die erste europäische Bürgerbewegung, die sich zum Ziel gesetzt hat, die Europäische Union zu demokratisieren, und die europäischen Bürgerinnen und Bürger, die sich dieser Petition anschließen, fordern wahrhaft europäische und wahrhaft demokratische Europawahlen.

Wir fordern:

1. Die Europawahl muss in allen Mitgliedstaaten der Europäischen Union am selben Tag stattfinden.
2. Ein europaweit einheitliches Wahlverfahren muss allen Parteien gleiche Erfolgchancen garantieren. Größere und etablierte Parteien dürfen nicht gegenüber kleinen oder neuen Parteien willkürlich bevorzugt werden.
3. Die Voraussetzungen für Wahlzulassung dürfen nicht de facto eine Wahlteilnahme neuer Parteien verhindern. Wenn Unterstützervorschriften als Wahlzulassungsvoraussetzungen beibehalten werden, muss das Erfordernis in allen Mitgliedstaaten vergleichbar ausgestaltet sein und allen Parteien, auch den schon im Parlamenten vertretenen, obliegen. Die Zahl der notwendigen Unterstützervorschriften darf nicht so hoch festgesetzt werden, dass eine Teilnahme neuer und kleiner Parteien verhindert wird.
4. Das Drucken und Verteilen der Stimmzettel muss von der Europäischen Union oder auch von den jeweiligen Mitgliedstaaten finanziert werden. Die Pflicht zur Finanzierung und/oder Verteilung der Stimmzettel ist eine unzulässige Beschneidung der demokratischen Rechte neuer und kleiner Parteien, an Wahlen teilzunehmen
5. Das Mindestalter für aktives und passives Wahlrecht muss in allen Mitgliedstaaten das selbe sein

Pourquoi les élections ne seront pas européennes: des barrières nationales infranchissables

Une vraie démocratie en Europe n'est possible que si le Parlement européen est élu par tous les électeurs européens au cours d'une élection transeuropéenne unique, se dotant ainsi d'une légitimité transeuropéenne et devenant enfin capable de canaliser une véritable volonté politique européenne qui sera tout sauf le plus petit commun dénominateur des programmes de plus de cent partis politiques nationaux.

Les conditions de l'élection européenne doivent être les mêmes pour tout citoyen européen et garantir la plus grande représentativité possible tant aux niveaux nationaux que transeuropéen.

Alors seulement l'élection législative européenne sera une véritable élection européenne.

Le système actuel quant à lui n'est qu'une énorme fraude à l'étiquetage, masquant la triste réalité du monopole des partis nationaux sur le système politique européen.

LA SITUATION AUJOURD'HUI

Tout parti véritablement européen dans quelque état membre de l'Union européenne est interdit ! Même pour les élections européennes! Tout parti doit d'abord être national et enregistré auprès de l'autorité nationale compétente.

De ce fait, les partis nationaux restent maître du jeu et aucune décision favorisant les intérêts des européens ne peut être mise en oeuvre. Les politiques européennes sont d'abord nationales, chaque état défend d'abord ses propres intérêts sans aucune vision européenne commune. La Commission étant de toutes façons nommée par les chefs d'état et de gouvernement, toute décision européenne est d'abord le résultat d'une concertation entre exécutifs des états membres avec un rôle très limité du Parlement Européen (lequel, fait unique en démocratie, n'a aucun pouvoir d'initiative des lois, celui-ci étant le domaine réservé de la Commission européenne, elle même composée de bureaucrates non élus). Ce sont environ 110 partis nationaux (en moyenne 4 par pays) avec chacun leur programme et aucune coordination européenne qui se retrouveront répartis dans 8 groupes politiques au Parlement européen en juin 2009.

Chacun avec son propre programme qui diffère sensiblement d'un pays à l'autre, et une absence de majorité entre partis de même sensibilité au Parlement Européen, d'où des coalitions de circonstances entre groupes de sensibilités dites opposées.

Conséquences:

- Une absence totale et organisée de direction européenne politique claire et des citoyens européens qui ne se retrouvent absolument pas dans les décisions prises, diluées dans un parlement faible entre groupes politiques abstraits et au moindre dénominateur commun.
- Un taux de participation aux élections européennes qui ne cesse de baisser depuis la première élection du parlement européen en 1979. Si la moyenne de l'UE était de 63% en 1979, elle n'était plus que de 45% en 2004 et ce même parmi les grands pays fondateurs (39%, 42,7% et 43% en 2004 pour les Pays-Bas, la France et l'Allemagne).

Aucune disposition n'est prise par quelque état que ce soit, ni même par la Commission européenne pour changer, ni même dénoncer cette absence totale d'harmonisation du moment phare de la vie démocratique européenne: L'élection du parlement européen.

Vraiment étrange lorsqu'on sait avec quelle énergie la Commission européenne harmonise chaque domaine de la vie des citoyens: L'économie et sa dérégulation à outrance, le droit civil, le droit des sociétés, le droit pénal, le droit financier... aucun domaine n'y échappe sauf le principal: le droit à une élection véritablement européenne et donc démocratique, seule garantie d'une vraie représentation démocratique des citoyens européens!

Rien ne change, aucun changement en profondeur ne peut se faire dans le fonctionnement de l'Union européenne, ce qui provoque le désintérêt, la méfiance et le mécontentement d'un nombre toujours croissant de citoyens mais également (et en provoquera d'autres) la crise institutionnelle que nous vivons depuis maintenant 4 ans avec le rejet de la constitution et autre traité de Lisbonne.

DES BARRIERES A L'ENTREE TOUJOURS PLUS INFRANCHISSABLES POUR LES NOUVEAUX PARTIS:

Le propre de la représentation démocratique est d'assurer la meilleure représentation possible des courants et des citoyens et ce quelque soit leur taille et leur importance tant physiques que financières. Or certains états membres sont devenus maîtres pour s'assurer la suprématie de l'ordre (le leur) existant.

Principaux procédés utilisés:

Le système le plus répandu dans l'Union européenne est la proportionnelle. Mais plusieurs niveaux de difficultés ont été créés artificiellement par certains états membres pour sécuriser la suprématie des principaux partis nationaux.

- Les modes de scrutin (avec ou sans circonscriptions)

Le choix du scrutin est crucial. Plus la magnitude (c'est-à-dire le nombre de sièges en jeu) est faible, moins l'effet proportionnel du scrutin est important. Fractionner le territoire aboutit mécaniquement à défavoriser les petits partis. Trois pays utilisent traditionnellement ce procédé le Royaume-Uni, l'Irlande et la Belgique (pour ce dernier les fortes disparités régionales justifient un tel procédé). Un pays à l'origine de la création de l'UE a cru bon de l'appliquer depuis les élections de 2004: La France.

- Listes bloquées ou non

Une liste bloquée est une liste dont l'ordre des candidats déterminés par le parti sera nécessairement l'ordre des candidats élus si la liste obtient suffisamment de voix. Au contraire une liste non bloquée permet à l'électeur de choisir l'ordre des candidats qu'il souhaite voir élus d'abord, voire de panacher ses votes entre plusieurs listes, ce qui assure ainsi une plus grande latitude de choix à l'électeur. Si la majorité des pays européens appliquent un système de liste ouverte, certains pays utilisent exclusivement des listes bloquées: C'est le cas en Allemagne, en Grèce, au Portugal, au Royaume-Uni, en Espagne, en France, en Estonie, en Hongrie et en Pologne.

- La méthode de répartition utilisée

La méthode d'Hondt avantage les grands partis, surtout quand la magnitude (le nombre de sièges à pourvoir) est faible (cas des 'petits pays' ou des circonscriptions). C'est la méthode utilisée par la majorité des états membres, deux d'entre-eux utilisant également un système de circonscriptions: La France et le Royaume-Uni.

La méthode Sainte-Laguë accroît en revanche la proportionnalité du système et avantage les petits partis: Elle est fréquemment utilisée dans les pays nordiques et par la Suède pour les élections au Parlement européen.

- Le seuil d'accès à la représentation

Certains états prévoient en outre un seuil d'accès à la représentation: 5 % en Allemagne, Lettonie, Lituanie, la Slovaquie, la République Tchèque et la France (pour ce dernier un taux de 7% serait à l'étude), 4 % en Autriche en Suède et en projet pour l'Italie, 3 % en Grèce. Quand la magnitude est importante, notamment quand le territoire national constitue une circonscription unique (la France de 1979 à 1999), ce seuil a pour effet d'exclure de la représentation une liste qui a pourtant recueilli suffisamment de voix pour obtenir des élus.

Quand la magnitude est plus faible (France, 2004), le seuil de 5 % ne joue qu'un rôle théorique, puisqu'il faut en pratique recueillir une proportion de voix supérieure pour espérer obtenir un élu. Le « seuil effectif » est alors plus élevé que le seuil légal. Pour la France par exemple ce seuil effectif se situe à 10% pour la plupart des circonscriptions.

- Les signatures des citoyens

Certains pays ont jugé nécessaire d'exiger des nouveaux partis (ceux ayant déjà un candidat élu en étant exemptés) de réunir un nombre défini de signatures de la part des citoyens. Ce nombre va de quelques centaines pour le Luxembourg (250) à plusieurs centaines de milliers pour la Roumanie (200 000). Si quelques milliers de signatures comme en Allemagne (4000), en Suède (1500), en Belgique (5000 pour la partie flamande, 5000 pour la partie Wallonne et 200 pour la partie germanophone) en Espagne (15000 ou 50 élus), ou encore 10 000, 15 000 ou 20 000 respectivement en Slovaquie, République Tchèque et Hongrie peuvent paraître justifiés, que dire des 150 000 signatures requises en Italie (30 000 par circonscription), 130 000 en Pologne (10 000 par circonscription) ou encore 200 000 pour la Roumanie!!

Le ticket d'entrée est évidemment plus élevé pour un nouvel entrant dans ces pays tant en termes de ressources humaines que financièrement. Les périodes pour recouvrer ces candidatures sont elles réduites et chaque parti dispose de quelques mois seulement, de 6 à 8 mois avant les élections jusqu'à 2 mois maximum avant ces dernières. Enfin et de nouveau, les partis existants sont exemptés de cette collecte de signatures!

- Le coût des moyens de l'élection

Dans la plupart des pays européens le coût de l'élection (le fait de pouvoir physiquement voter à l'aide de bulletins de vote, enveloppes, posters...) est payé par l'Etat, même si une caution est demandée dans de nombreux pays aux partis. Celle-ci va de 90€ pour Malte à 11.250€ pour les Pays-Bas ou £60 000 (66 000€, ou 5.500€ par circonscription) pour le Royaume-Uni. Ces sommes sont remboursées si les partis atteignent un seuil de 1 à 3% selon les pays.

Deux pays (à notre connaissance) font figure d'exception en ce qui concerne le financement des moyens de l'élection par l'état: la République Tchèque ou chaque parti doit déboursier l'équivalent de 10 000€ pour payer les bulletins de vote et autre matériel nécessaire à l'élection (remboursés si plus d'1% des votes) et la France pour laquelle un parti souhaitant se présenter dans les huit circonscriptions doit déboursier plus d' 1 million d'Euros! Pour ce dernier pays également à l'origine de la création de l'Union européenne le seuil de votes à atteindre pour prétendre au remboursement de ces frais est de 3% des votes, soit le plus élevé dans l'Union Européenne.

Comment un nouveau parti indépendant peut-il avoir une chance d'accéder à des élections dans ces conditions!? Le propre de la démocratie n'est-il pas d'assurer un accès égal à chaque parti!?

- L'âge légal de participation aux élections

Ce dernier point concerne à la fois les électeurs en âge ou non de voter et les candidates potentiels aux élections. Il est nécessaire que ces âges légaux minimum de vote et de pouvoir être candidat soient les mêmes dans tous les pays pour assurer une représentativité homogène dans l'ensemble de l'Union européenne.

Ainsi si pour l'âge légal de vote le vote à 18 ans (âge de la majorité civile) est le même dans la quasi majorité des pays de l'UE (seule l'Autriche autorise le vote à 16 ans) les disparités sont importantes en ce qui concerne l'âge légal pour être candidat: Il est de 18 ans pour 12 pays, de 21 ans pour 10 pays, de 23 ans pour 2 d'entre eux et de 25 ans pour 3 pays.

CONCLUSION

S'il y'avait un concours des pays les moins démocratiques et donc les moins européens, basé sur l'ensemble des critères exposés ci-dessus, on y retrouverait dans l'ordre:

- La France
- L'Italie et le Royaume-Uni
- La Pologne et la Roumanie

Les élections européennes ne seront véritablement européennes et démocratiques que lorsque les règles et procédures d'élection pour ces élections seront les mêmes dans chaque état membre de l'Union européenne.

Ces règles et procédures doivent être les plus ouvertes possibles et favoriser la plus large représentation et diversité possible.

Enfin l'établissement de partis transeuropéens doit être explicitement reconnu au sein même de l'Union européenne et dans chaque état membre! Elle est la condition sine qua non à une vraie démocratie représentative et donc une vraie démocratie européenne!

Newropeans exige que les élections européennes soient réellement européennes et démocratiques.

Pour ce faire:

1. L'élection européenne doit avoir lieu le même jour dans tous les pays européens
2. Les procédés d'élection utilisés doivent être homogènes et garantir la représentation la plus large et la plus diverse possible et non assurer la victoire des plus gros partis à l'aide de méthodes opaques et totalement injustes et injustifiées démocratiquement: En particulier les méthodes de scrutin et les méthodes de répartition proportionnelle utilisées ne doivent pas favoriser les partis déjà établis, à défaut de favoriser les petits et / ou nouveaux partis.
3. L'exigence de signatures (si elle est retenue) doit être les mêmes pour tout parti du même état membre, qu'il soit nouveau ou qu'il soit déjà établi. Le nombre de signatures à obtenir doit être raisonnable, basé sur une procédure identique dans l'ensemble de l'Union européenne, et s'appliquer à chaque parti (et pas seulement aux nouveaux).
4. Les moyens de l'élection doivent être totalement financés au mieux par l'Union européenne, au moins par chaque état membre de l'Union européenne: Ceci pour assurer une juste représentation de partis indépendants, et non biaisée, car basée sur un accès identique à chaque parti.
5. L'âge légal de participation à ces élections, tant comme électeur que comme candidat doit être le même dans chaque pays membre: Elle est la condition d'une représentation homogène dans l'ensemble de l'Union européenne.

David Carayol (NM 2009)
Paris - France

Acceleration of the process of distinction between Euroland-EU, by Franck Biancheri (February 2012)

An excerpt from GEAB N°62 (February 2012)

At the same time these two years will see the acceleration of the difference between Euroland and the EU. It is a phenomenon which will in fact characterize the whole of the decade. Euroland which functions to a large extent in the form of informal networks will gradually have to equip itself with some institutional bases. They will be modest because nobody wants a repeat of the bureaucracy which definitively ossified Brussels; but modelled on the ECB, the MES, a secretariat of Euroland governance will prove to be necessary very quickly, then certain specific institutions as well as a specific Euroland component within the European Parliament (meetings reserved for the European representatives of the Euroland countries to discuss specific Euroland questions, modelled on the Euroland summits).

This development will be all the more strong and rapid that the United Kingdom will try to slow down or block Euroland actions. There was such an example of the counter-productive effect of the British veto last December; it quite simply obliged the others to move on without London.

In general, Eurolanders will seek to use the existing EU institutions but distancing non-Eurolanders from the decision-making processes. Each time it's impossible or too complicated, a new institutional base will be created. This development will be all the easier as all the EU countries, except for the United Kingdom, have a rationale for adhesion to the Euro in fact[1]. Most EU countries know that they will be in Euroland by 2017; which greatly facilitates Euroland progress for the years to come.

Thus, after about fifteen years of mistakes under British and US influence, during which Europeans were misled on enlargement projects without a future (Turkey, Ukraine,...)[2] and illusory economic-financial strategies (Lisbon treaty strategy,...), the next few years will bear the mark of the return to political and economic integration, as was the case at the time of the first EU renaissance in 1984-1992. According To LEAP/E2020, 2012/2013 will thus mark the beginning of the second EU renaissance.

[1] Including Denmark which is waiting for the right moment for a referendum on the subject (source: Euronews, 23/01/2012). The Czech case is very simple: with Vaclav Klaus no longer president, the Czech Republic will join the remainder of the European countries to prepare for Euro entry. It will be a phenomenon similar to the 2007 replacement of the Polish Kaczynski twins, pro-American and anti-European, by current the Prime Minister Donald Tusk, leading to a 180° turn in European policy. A final remark on the Klaus case: his party like his re-election to the presidency in 2008, via the vote of members of the Czech parliament, faced multiple accusations of corruption. Its "representativeness" of Czech public opinion is measured with these kind of "details". In 2013, the president will finally be elected by universal suffrage. Source: Rue89, 09/02/2011

[2] This drift of the original European project prevented citizens from concentrating on the question of the governance/democratization tandem since Europe was always a movable feast. Thus, even at young generation level, the official promotion of this Europe without borders prevented the emergence of new initiatives to try and influence their future. Our team can note that currently, and at very high speed, this situation is changing radically.

Accélération de la différenciation Euroland-UE, par Franck Biancheri (Février 2012)

6 décembre 2013

Un extrait du GEAB N°62 de février 2012

Parallèlement ces deux années vont voir l'accélération de la différenciation entre Euroland et UE. C'est un phénomène qui caractérisera en fait toute la décennie. L'Euroland qui fonctionne beaucoup sous forme de réseaux informels va progressivement devoir se doter de quelques bases institutionnelles. Elles seront légères car personne ne veut reproduire la bureaucratisation qui a sclérosé définitivement Bruxelles ; mais à l'image de la BCE, du MES, un secrétariat de gouvernance de l'Euroland va s'avérer nécessaire très rapidement puis certaines institutions spécifiques ainsi qu'une composante Euroland spécifique au sein du Parlement européen (réunions réservées aux députés européens des pays de l'Euroland pour discuter des questions spécifiques à l'Euroland, à l'image des sommets de l'Euroland).

Cette évolution sera d'autant plus forte et rapide que le Royaume-Uni tentera de ralentir ou bloquer les actions de l'Euroland. On a ainsi eu un exemple de l'effet contre-productif du veto britannique en Décembre dernier ; il a tout simplement obligé les autres à avancer sans Londres.

En général, les Eurolandais chercheront à utiliser les institutions communautaires existantes en écartant les non Eurolandais des processus décisionnels. Chaque fois que ce sera impossible ou trop compliqué, une nouvelle base institutionnelle sera créée. Cette évolution sera d'autant plus aisée que l'ensemble des pays de l'UE, à part le Royaume-Uni, sont en fait dans une logique d'adhésion à l'Euro[1]. La plupart des pays de l'UE savent qu'ils seront dans l'Euroland d'ici 2017 ; ce qui facilite grandement les évolutions de l'Euroland pour les années à venir.

Ainsi, après une quinzaine d'années d'errements sous influence britannique et américaine, pendant lesquelles les Européens se sont fourvoyés de projets d'élargissement sans avenir (Turquie, Ukraine, ...) [2] à des stratégies économique-financière illusoire (stratégie de Lisbonne, ...), les années à venir porteront la marque du retour à l'intégration politique et économique, comme c'était le cas lors de la première renaissance communautaire des années 1984-1992. Selon LEAP/E2020, 2012/2013 marquera ainsi le début de la seconde renaissance communautaire.

[1] Y compris le Danemark qui attend le bon moment pour un référendum sur le sujet (source :Euronews, 23/01/2012). Le cas tchèque est très simple : une fois que Vaclav Klaus ne sera plus président, la République Tchèque rejoindra le reste des pays européens pour se préparer à entrer dans l'Euro. Ce sera un phénomène semblable au remplacement, en 2007, des jumeaux polonais Kaczynski, pro-américains et anti-européens, par l'actuel premier ministre Donald Tusk, aboutissant à un virage de politique européenne à 180°. Dernière remarque sur le cas Klaus : son parti comme sa ré-élection à la présidence en 2008, via le vote des députés, font face à de multiples accusations de corruption. Sa « représentativité » de l'opinion publique tchèque se mesure à ce genre de « détails ». En 2013, le président sera finalement élu au suffrage universel. Source : Rue89, 09/02/2011

[2] Cette dérive du projet européen originel a empêché les citoyens de se concentrer sur la question du tandem gouvernance/démocratisation puisque l'Europe était une forme toujours mouvante. Ainsi, même au niveau des jeunes générations, la promotion officielle de cette Europe sans frontières a empêché l'émergence d'initiatives nouvelles pour tenter d'influer sur leur avenir. Notre équipe peut constater qu'actuellement, et à très grande vitesse, cette situation est en train de changer radicalement.

Pour un Euroland géré par les Eurolandais, par Harald Greib

31 mars 2014

La pause actuelle dans la marche vers l'instauration de la nouvelle entité politique Européenne, Euroland, à l'approche d'élections européennes mettant tout le fonctionnement du système communautaire en veille, nous donne l'occasion d'évoquer dans l'éditorial de cette newsletter une anomalie dans la gestion de l'évolution d'Euroland :

Comment se fait-il qu'un état-membre de l'UE, mais non membre de la zone Euro, possède un poids disproportionné dans les instances et institutions où est planifiée et préparée l'émergence d'Euroland ?

Parlement Européen : la Commission de l'Euro aux mains d'un ressortissant de la zone Euro

Prenons d'abord le Parlement Européen et, en son sein, la commission compétente pour la gestion des affaires monétaires européennes, ECON (Affaires économiques et monétaires), qui traite essentiellement, comme le deuxième adjectif le laisse supposer, des affaires de la zone Euro.

Pour comprendre son fonctionnement et surtout son importance, il est utile de regarder de plus près la description de ses compétences telle que formulée par sa présidente sur le site de ladite commission (mise en exergue par l'auteur) :

« Le Parlement Européen est l'un des grands acteurs de la scène politique Européenne et la commission des affaires économiques et monétaires (ECON) est aux avant-postes de l'activité du Parlement. Elle est chargée de dossiers tels que les politiques économique et monétaire de l'Union Européenne, (...), la liberté de circulation des capitaux et la réglementation des services financiers (banques, sociétés d'assurance, fonds de pension, gestion d'actifs/de placements, comptabilité, système monétaire et financier international, etc.). (...) c'est à la commission ECON qu'incombe l'essentiel du travail parlementaire sur ces thèmes économiques et monétaires majeurs. (...) ECON est au cœur de l'action du Parlement face à la crise économique et financière actuelle et exerce une forte influence sur les politiques à mener dans l'Union Européenne et à l'échelle internationale.

Au chapitre de la politique monétaire de l'Union ainsi que du fonctionnement de l'UEM et du Système Monétaire Européen, la règle selon laquelle la Banque Centrale Européenne est tenue de rendre des comptes au Parlement est primordiale, car elle assure un notable contrepoids à l'indépendance de la banque centrale.

ECON contribue dans une large mesure à l'élaboration de la législation européenne, puisque le Parlement est, avec le Conseil, colégislateur dans la plupart des champs d'action de l'Union Européenne. Le droit de l'Union détermine souvent les lois et les réglementations des États membres, notamment dans le domaine des services financiers et, depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, sous l'aspect de la gouvernance économique de l'Union. Les députés membres de la commission ECON sont ainsi en mesure d'imposer leur marque sur le droit de l'Union dans ces importants domaines de la politique européenne. » Résumons donc : ECON (co)-élabore les lois et régulations européennes du secteur financier et constitue le seul contrepoids à la BCE, sinon complètement détachée de la sphère politique.

Comment se fait-il alors que sa présidente, Sharon Bowles, soit issue d'un état-membre dont le gouvernement est hostile à l'Euro ? Un gouvernement qui a activement participé à la propagande anti-Euro pendant la crise de l'Euro ? Qui refuse de participer au financement des instruments financiers européens, comme le MES, qui ont permis le sauvetage de la monnaie commune ? Dotée de quelle légitimité peut-elle prétendre gérer les débats sur l'instauration de l'union bancaire dont son propre pays d'origine restera à l'écart ?

Ces questions dépassent totalement celle de la qualification de Mme Bowles qui est – selon tout ce que l'on dit et entend dans les couloirs du Parlement – irréprochable. Il s'agit de la pertinence politique à confier un tel poste-clé à une personne qui, par sa nationalité, n'est pas concernée par les thèmes qu'elle traite. Il paraît logique, et est d'usage dans tous les états, qu'une personne à qui est confiée une fonction régalienne ait la nationalité de l'entité politique au nom de laquelle elle exerce sa fonction. A défaut d'une nationalité eurolandaise, le substitut le plus proche à exiger est la nationalité d'un état-membre de la zone Euro (ou, au minimum, d'un état qui affiche sa volonté de la joindre dans un avenir proche). Pour que dorénavant les affaires eurolandaises soient aux mains des Eurolandais, le prochain président/la prochaine présidente d'ECON doit impérativement remplir cette condition d'attachement citoyen à la zone Euro.

Les instances bancaires de la zone Euro en zone Euro

Ensuite, comment s'était-il fait que le siège de l'autorité bancaire Européenne, créée en 2011 par l'Union Européenne, ait été installé à Londres ? Certes, Londres est la place financière la plus importante en Europe. Mais justement, avec l'instauration de l'union bancaire des états-membre de la zone Euro, il convient enfin de concentrer les transactions en Euro au sein de la zone Euro et de créer une ou plusieurs places financières EURO au sein de la zone Euro, comme Francfort, Paris ou Milan, par exemple. A ce sujet, on peut néanmoins se consoler que l'instauration du Single Supervisory Mechanism auprès de la BCE et le démarrage de ses activités en 2014 sonneront le glas de cette agence européenne dont les tâches aurait été purement symboliques et sans intérêt concret pour une surveillance efficace des instituts financiers .

En finir avec le monopole anglo-saxon sur la fonction d'audit de la zone Euro

Enfin, EUobserver nous révèle un scandale dans la même trame, qui est resté sans écho dans les autres médias. La Commission Affaires juridiques du Parlement Européen a approuvé une proposition du Conseil

et de la Commission sur la réforme de la régulation des activités des agences d'audits. Initialement, cette réforme avait l'ambition de limiter l'emprise des quatre grandes agences d'audits sur le marché en Europe (PriceWaterhouseCoopers, Deloitte, Ernst&Young et KPMG) et de renforcer la concurrence, créant plus de place pour de petites agences. Mais en fin de compte, cette réforme a été vidée de son contenu et restera sans effet sur la réalité d'un monopole anglo-saxon sur cette importante activité financière et économique – pour le plus grand plaisir du parti conservateur britannique, notoirement hostile à l'Euro. Et de quelle nationalité et de quelle couleur politique a été le rapporteur du Parlement Européen ?
Britannique et conservateur !

Il ne faut pas s'étonner qu'Euroland tarde à voler de ses propres ailes, s'il accepte toujours et encore de se faire saboter par des non- Eurolandais qui ont tout intérêt à empêcher son décollage. Il faut finir avec cette idée que l'Europe et son avenir soient l'affaire de tous les états-membres de l'UE, que tous les états-membres doivent avoir leur mot à dire, même s'ils sont pas concernés par les sujets en discussion. L'avenir de l'Europe passe par Euroland. Les Britanniques se sont mis hors-jeu tous seuls et doivent accepter de ne plus participer, quitte à rejoindre les autres, une fois la conviction établie que l'avenir du Royaume-Uni se trouve au sein de, et non en opposition à, l'Europe.

Les infos utiles

Deutsche Wirtschafts Nachrichten: Schäuble will neues Parlament für Euro-Staaten gründen

Europolitics: EPP Opposes New Subcommittee on Eurozone Issues

Deutsche Wirtschafts Nachrichten: Dänische Regierung will der Euro- Zone beitreten

Qu'en disent les autres ?

EUobserver : Would a eurozone committee enrich the EU parliament?

EUobserver : EU audit reform reduced to 'paper tiger'

Handelsblatt: Eurozone als Schicksalsgemeinschaft

Euroland in the hands of Eurolanders, by Harald Greib

31 March 2014

The present pause in the march towards the creation of the new political European entity Euroland, consequence of the approaching European elections, which virtually put the entire communitarian system on stand-by, enable us to dedicate this lead article of our April newsletter to an abnormality in the handling of the evolution of Euroland : How is it possible that a member states of the European Union, which is not a member of the Eurozone, has such a disproportionate clout on the institutions where the coming of age of Euroland is being masterminded and prepared?

European Parliament: The Euro committee in the hands of a national of a Eurozone member state
Let's have at first a look at the European Parliament and within the EP the relevant committee for economic and monetary affairs, the so-called ECON, which deals mostly, as the second adjective points at, with the affairs of the Eurozone.

In order to understand its functioning and most of all its importance, it is helpful to take a closer look at the descriptions of its competences and attributions as put forward by its chairwoman in its welcoming remarks on the committee's internet website (emphasizes by the author): « The European Parliament is a major agenda-setter in the area of European policy and the Economic and Monetary Affairs Committee (ECON) plays a key role in the work of the Parliament. It has responsibility for such matters as the economic and monetary policies of the EU, taxation and competition policies, free movement of capital and the regulation of financial services (banks, insurance, pension funds, asset/fund management, accounting, international monetary and financial systems etc.). Moreover, as the great majority of Parliament's work is done at Committee level, it is ECON that does most Parliamentary work on these key economic and monetary policy areas. This puts ECON at the center of the Parliament's work on the current economic and financial crisis and gives ECON significant influence on the policy agenda in the EU and internationally.

As regards the monetary policies of the Union and the functioning of EMU and the European monetary system, the accountability of the ECB vis-à-vis the Parliament plays a key role, as it acts as an important counterbalance to the central bank's independence.

ECON plays a key role in making EU law, because the Parliament is, together with the Council, the EU's co-legislator in most EU policy areas. EU law often determines the national laws and regulations in Member States, especially in financial services and, after the entry into force of the Treaty of Lisbon, in the area of EU economic governance. This allows an ECON Members to shape EU law in these important areas of EU policy.”

So let's get this clear : ECON co-makes the European laws and regulations of the financial sector and constitutes the only counterbalance to the ECB, which otherwise would be completely cut off the political sphere. How is it then possible that its chairwoman, Sharon Bowles , is a national of a member state the government of which is outright hostile to the Euro? A government which actively participated in the anti-euro propaganda during the euro crisis? Which refuses to co-finance the European instruments like the ESM which made the rescue of the common currency possible? Where does she draw the legitimacy from to want to chair the discussions about the creation of the banking union of which her own country will stay away from?

These questions are in no way apprehensions regarding her professional capacities which are – according to what is said and heard within the allies of the European Parliament- impeccable, but absolutely and rightfully question the political wisdom to confide such an important function to someone who by her nationality is not concerned by the topics she deals with. It would appear politically much wiser – as it is done in all states – to confide a regal function only to people that are nationals of that given states. As there is not yet a Euroland nationality, the closest substitute for this should be to this should be to confide it to a national of a member state of the Eurozone (or at least to a state which has made clear its intentions to join the zone in the foreseeable future. In order to make sure that in the future the affairs of Euroland be in the hands of the Eurolish, the next chairman/woman of ECON definitely has to fulfil this condition of national allegiance to the Eurozone.

Banking authorities for the Eurozone within the Eurozone

Furthermore, how did it come to pass that the headquarter of the European Banking Authority, created in 2011 by the European Union, had been built in London ? Of course, London is the most important financial hub in Europe. But with the creation of the banking union by the member states of the Eurozone, it is high time to finally concentrate all transactions in Euros within that zone and to build one or more Euro-financial hubs within Euroland, for instance in Frankfurt, Paris or Milan. At least, there is some consolation in the fact that that the single supervisory mechanism, attached to the ECB in Frankfurt and becoming operational in 2014, will toll the bell for this another European agency of purely symbolic attributions deprived of any real interest for the efficient surveillance of European financial institutions . Let's do away with the Anglo- Saxon monopoly on audits in the Eurozone

And last, so not least, EUobserver informs us of a similar scandal, unfortunately not taken up by the other European medias: The legal affairs committee of the European Parliament has approved a position of the Council and the Commission regarding the reform of regulations governing the activities of international audit agencies. Initially, that reform was intended to limit the almost exclusive control of the four big agencies (PriceWaterhouseCoopers, Deloitte, Ernst&Young et KPMG) of the European market and

to open it up to more competition, in particular to give more space for smaller agencies. But at the end of the day, this reform has been gutted of its relevance and will be without any effect on the reality of the Anglo-Saxon monopoly on this important financial and economic activity – much to the great joy of the British conservative party, notoriously hostile to the Euro. And what were the nationality and the party affiliation of the Parliament's rapporteur? British and conservative!

There is absolutely no cause for astonishment that Euroland is incapable of prevailing as an autonomous political entity if it further on accepts to be sabotaged by the non- Eurolander, who have major stakes in preventing it from doing so. We must finally put away this nonsensical notion that Europe and its future is the affair of all the member states of the EU, that the interests of all must be heard, even when they are not concerned by the topics discussed. Europe's future is Euroland. The British have abandoned the playing field and must accept to not participate any more. They still can jump the wagon when they finally will have understood that the future of the United Kingdom is with and not against Europe.

Helpful information:

Deutsche Wirtschafts Nachrichten: Schäuble will neues Parlament für Euro-Staaten gründen

Europolitics: EPP Opposes New Subcommittee on Eurozone Issues

Deutsche Wirtschafts Nachrichten: Dänische Regierung will der Euro- Zone beitreten

Other media voices :

EUobserver : Would a eurozone committee enrich the EU parliament?

EUobserver : EU audit reform reduced to 'paper tiger'

Handelsblatt: Eurozone als Schicksalsgemeinschaft